

Entrevue avec Jean Ziegler

Relations

société politique religion

NUMÉRO 707

MARS 2006

Les femmes sur tous les fronts

Opprimées de l'Inde

Les Rwandaises
après le génocide

Révolution paysanne au Brésil

Les Philippines contre
le trafic sexuel

Le monde des hommes

Controverse
Peut-on trouver un sens
à toute souffrance?

4.95 \$



ARTISTE INVITÉE :
DIANE TRÉPANIÈRE

ReLations

NUMÉRO 707, MARS 2006

ACTUALITÉS	4
HORIZONS	
Entre oublié et mépris	9
Luis García-Huidobro	
AILLEURS	
Laos : comment sortir de la pauvreté?	28
Frédéric Lasserre	
CONTROVERSE	
Peut-on trouver un sens à toute souffrance?	
Chantal Beauvais	30
Laure de Biré	31
REGARD	
Insurrection des consciences	32
Entrevue avec Jean Ziegler	
EN BREF	35
PASSAGERS	
Les soirs	36
Pascale Quiviger	
MULTIMÉDIAS	38
LIVRES	40

Couverture : Diane Trépanière, *Sans titre*, 2001

DOSSIER

LES FEMMES SUR TOUS LES FRONTS

10

Le mouvement féministe est présent partout dans le monde. Au Nord comme au Sud, les luttes ont le même objectif : l'égalité. Mais les réalités et les enjeux sont différents. Face à la mondialisation, à l'impérialisme et à leur bagage d'atrocités, les femmes des pays du tiers-monde ont développé leurs propres stratégies. Ce dossier est une invitation à partager, avec quelques-unes d'entre elles, leurs manières de faire pour accéder à l'égalité tout en cherchant à instaurer de nouvelles façons de voir le monde.

Opprimées de l'Inde

Christine Mongin

12

Les Rwandaises après le génocide

Godeliève Mukasarasi

14

Les objectifs du millénaire : un recul pour les femmes

Céline Dubé

15

Révolution paysanne au Brésil

Corinne Dobler

17

Les Philippines contre le trafic sexuel

Liza Largoza Maza

19

Les Femmes en noir

Nada Sefian

20

Le monde des hommes

Nicole Laurin

22

Un Comité du 8 mars

Marie Boti

24

ARTISTE INVITÉE

Artiste visuelle et photographe de formation, **Diane Trépanière** a participé à plusieurs événements collectifs, en plus d'avoir produit deux spectacles multidisciplinaires et cinq expositions solo. En 1999, à l'occasion du 10^e anniversaire de la tragédie de Polytechnique, elle a réalisé l'installation photographique *Un cri, un chant, des voix*. En 2000, dans le cadre de la Marche mondiale des femmes, elle crée une œuvre dans le parc Émilie-Gamelin à Montréal, cette fois à la mémoire des 597 femmes et enfants tuées, au Québec, depuis 1989, victimes de violence conjugale. Ces dernières années, elle a réalisé de nombreux projets et expositions en collaboration avec des maisons d'hébergement. Actuellement, elle anime des ateliers de photographie et d'écriture dans deux centres de ressources pour femmes itinérantes.

Revue fondée en 1941

Relations est publiée par le Centre justice et foi, sous la responsabilité de membres de la Compagnie de Jésus et d'une équipe de personnes engagées dans la promotion de la justice.

BUREAUX
25, rue Jarry Ouest
Montréal (Québec) H2P 1S6
tél. : (514) 387-2541
télé. : (514) 387-0206

relations@cjf.qc.ca
www.revuerelations.qc.ca

DIRECTEUR
Jean-Marc Biron

RÉDACTEUR EN CHEF
Jean-Claude Ravet

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT
Marco Veilleux

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Louise Dionne

DIRECTION ARTISTIQUE
Mathilde Hébert

ILLUSTRATIONS
Jacques Goldstyn, Lino,
Pascale Quiviger

RÉVISION/CORRECTION
Éric Massé

COMITÉ DE RÉDACTION
Gregory Baum, Louise Boivin,
Céline Dubé, Guy Dufresne,
Jean-François Filion, Élisabeth
Garant, Nicole Laurin, Guy
Païement, Rolande Pinard

COLLABORATEURS
André Beauchamp, Dominique
Boisvert, René Boudreault,
Marc Chabot, Pascal Durand,
Jean-Marc Éla, Vivian Labrie,
Jean-Paul Rouleau, Pascale Quiviger

IMPRESSION
HLN, Sherbrooke

Les articles de *Relations* sont répertoriés dans *Repère* et dans *l'Index de périodiques canadiens*, publication de Info Globe.

Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec.

ISSN 0034-3781

ABONNEMENTS

Ginette Thibault
8 numéros (un an) : 35 \$ (t. i.)
Deux ans : 65 \$ (taxes incluses)
À l'étranger : 45 \$ Étudiant : 25 \$
Abonnement de soutien : 100 \$
TPS : R119003952 TVQ : 1006003784

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada, par l'entremise du Programme d'aide aux publications (PAP), pour nos dépenses d'envoi postal.

Canada

Envoi de Poste-publication
Enregistrement n° 09261

Amour et justice s'embrassent

Si la première encyclique de Benoît XVI – « Dieu est amour » – est passée dans les médias comme une lettre à la poste et n'a pas choqué outre mesure la presse libérale, c'est que le conservatisme religieux dont elle fait preuve est en parfaite syntonie avec l'air du temps. Je ne parle pas de la première partie, philosophique et théologique, de l'encyclique portant sur la complémentarité entre *Agapè* (charité) et *Eros*, qui ne manque pas d'intérêt, mais de la deuxième : une longue argumentation visant à montrer que le service de l'amour doit être dissocié du combat pour la justice – le premier étant le propre de l'Église, le second le propre de l'État.

Certes, en cela, le pape conforte la traditionnelle séparation de l'Église et de l'État, rassurante et nécessaire en un temps où le fondamentalisme religieux assaille l'espace politique dans

dépolitisée sert une oligarchie financière « très respectable ». Celle-ci accueille des théologiens de Rome, dans le haut lieu de Davos, pour qu'ils causent d'éthique et d'humanité, en même temps qu'elle fait de l'inégalité sociale et de l'appauvrissement le socle de son bien-être et de son pouvoir.

Dans ce monde libéral, la domination, les rapports de force, l'injustice, les inégalités sociales scandaleuses et l'appauvrissement meurtrier n'existent pas. Autant de réalités bannies du vocabulaire de l'encyclique qui n'émergent que sous les mots vagues de « problèmes », « besoins » ou « situations difficiles ». À peine le pape souligne-t-il, à la sauvette, la mondialisation de l'économie. Il aurait pu, là au moins, faire allusion au néolibéralisme, à la manière de son prédécesseur, Jean-Paul II, qui ne manquait pas l'occasion de dénoncer les « structures de péchés » du capitalisme en même temps que les régimes communistes. Par contre, il réussit à critiquer par trois fois le marxisme. Le capitalisme serait-il devenu maintenant innommable ?

Pourtant, les riches s'enrichissent toujours plus pendant que l'appauvrissement s'accroît et s'accroît. Selon le discours ambiant, personne parmi les gens aux commandes du système économique n'aurait les mains sales. Ne fonctionne-t-il pas selon des « lois naturelles » ? Celui-ci crée bien son lot inévitable de victimes, mais ces « problèmes » seraient d'ordre conjoncturel. Une question d'adaptation et de réajustement, disent les experts qui s'affairent à leur trouver une solution technique. Surtout, pas de désordre populaire; cela risquerait de tout gâcher. Il s'agit seulement de temporiser et d'absorber le choc, notamment en déployant des œuvres de charité. À cet égard, l'appel de George W. Bush, comme de Reagan avant lui, à l'endroit des Égli-

ses fait étrangement écho à celui du pape. Conservatisme politique et religieux iraient-ils de paire ?

La compassion et l'attention à la souffrance, il est vrai, ne passeront pas. Elles seront toujours nécessaires, en tout lieu, en tout temps. Mais autant l'*Agapè* et l'*Eros* sont intriqués l'un dans l'autre, autant la justice et l'amour le sont également. Ce sera toujours difficile à avaler pour les maîtres du monde. Et la justice ne sera jamais le lot exclusif de l'État. Quand j'étais au Chili, sous la dictature, Pinochet ne cessait de sommer l'Église, heureusement en vain, de se vouer à son rôle « charitable » à l'égard des pauvres. De ne pas se mêler de justice. L'Église – la hiérarchie mais aussi les communautés chrétiennes – l'a entendu autrement et fut persécutée comme les pauvres et les opposants au régime. Comme en bien d'autres endroits d'Amérique latine.

Cette compréhension de la justice comme un autre nom de l'amour et l'expression de la solidarité avec les humiliés relève de la tradition prophétique du christianisme. Celle-ci induit à une expérience religieuse qui non seulement ne s'oppose pas à la liberté humaine, mais fait de celle-ci l'expression même de la foi. En elle, l'amour du monde et l'amour de Dieu ne font qu'un, le Très-Haut est Très-Bas, la toute puissance divine est fragilité humaine. Certes, reconnaître cela, c'est entreprendre une longue marche vers la terre des pauvres et des opprimés. C'est quitter le doux et paisible lieu de l'opulence divine qu'aime à fréquenter les puissants. C'est faire du combat pour la justice – le propre d'hommes et de femmes libres et solidaires, en lutte contre le destin et disposés à faire de la Terre une habitation humaine – le sacrement de la présence de Dieu dans le monde.

JEAN-CLAUDE RAVET



Diane Trépanière,
Sans titre, 2002

l'espoir de le convertir en une sorte de pâturage pour troupeaux dociles, au nom d'une vérité immuable et implacable.

Cependant, la manière toute libérale dont Benoît XVI revendique cette autonomie des « pouvoirs terrestres » avalise non seulement une vision cléricale de l'Église mais également un ordre social aseptisé, exempt de conflits et d'acteurs sociaux, où une sphère publique de plus en plus

a

Faut-il ordonner des femmes?

L'accès des femmes aux ministères ordonnés est un enjeu important pour la société et pour les Églises.

GISÈLE TURCOT

L'auteure est membre de l'Institut Notre-Dame du Bon-Conseil de Montréal

Les 20 et 21 janvier dernier, à Paris, environ 150 personnes provenant de six pays européens, des États-Unis et du Canada ont pris part à un colloque œcuménique et international sur le thème: «Femmes prêtres: enjeux pour la société et pour les Églises». Témoignages, analyses et débats étaient proposés par l'association Femmes et Hommes en Église afin de rendre compte de la réalité de femmes prêtres chez les catholiques depuis les ordinations sur le Danube (en 2002), à Lyon et sur le Saint-Laurent (en juillet 2005).

Une des originalités de ce rendez-vous était de s'interroger sur la signification de l'ordination des femmes pour la société. Les propos du sociologue Jean Baubérot, sur l'histoire de la laïcité en France, depuis la Révolution de 1789, ont démontré «l'épaisseur historique» des rapports entre citoyens et citoyennes, en particulier en ce qui a trait aux stéréotypes. Par exemple, sociétés et religions continuent d'attribuer aux femmes un plus grand rôle dans l'éducation morale. Un enjeu déterminant est donc de lutter pour que personne ne soit enfermé dans un destin social, tel un mariage forcé ou l'exclusion définitive d'une fonction sur la base du genre.

Pour François Becker, un scientifique délégué par un réseau d'ONG chrétiennes auprès du Conseil de l'Europe, le poids des religions sur la vie des femmes ne fait aucun doute: l'accès à la contraception et à l'ordination n'est-il pas refusé aux femmes par les mêmes instances religieuses? Un

groupe de parlementaires européens évalue d'ailleurs présentement les répercussions d'une disposition prévue au projet de constitution européenne, concédant aux grandes religions un pouvoir sur la définition des droits humains.

femmes. Le même document admet que ce sont des arguments culturels et non théologiques qui ont retardé l'ordination des femmes. Toutefois, chez les luthériens comme chez les réformés et dans la communion anglicane, la pression déterminante est venue des Synodes.

Les femmes catholiques ordonnées *contra legem* («hors la loi») sont unanimes à interpréter leur transgression



Quant aux enjeux ecclésiaux, ils ont été examinés grâce au témoignage de femmes ordonnées dans les Églises chrétiennes. Après une cinquantaine d'années d'expérience, la Fédération luthérienne mondiale a soutenu, en 1992, que sa compréhension actuelle de l'Évangile continue de réclamer le ministère pour les hommes et pour les

comme une nécessaire «obéissance prophétique» pour lutter contre une injustice. L'une d'elles, Barbara Fresen, a vécu l'expérience de la lutte anti-apartheid en Afrique du Sud. À son avis, quand tous les moyens utilisés pour éliminer une loi injuste ont échoué, il faut alors rétablir la justice par la transgression de cette loi, quel

Diane Trépanière,
Sans titre, 2001

a

La rencontre de l'OMC: un bilan mitigé

La 6^e rencontre ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), tenue à la mi-décembre 2005 à Hong Kong, aura été l'occasion de constater le pouvoir mystificateur des théories néolibérales.

DOMINIQUE CAOUCETTE

Réunis à Hong Kong après l'échec de la rencontre précédente à Cancun, en 2003, qui tentait de mettre en place des accords signés lors de la 4^e rencontre de 2001, les dirigeants des 149 pays membres se devaient d'assurer la survie de l'organisation, mais surtout de démontrer sa pertinence comme mécanisme régulateur des échanges commerciaux et financiers internationaux. Qui plus est, cette rencontre devait aussi démontrer la volonté des pays riches et industrialisés de permettre aux pays les plus pauvres de bénéficier de conditions privilégiées pouvant assurer une transition à visage humain vers le grand échiquier du commerce international libéralisé.

Durant les 6 jours de la rencontre, du 13 au 18 décembre, des milliers de militants altermondialistes (mouvements populaires, associations de paysans, de femmes et de travailleurs, ONG, etc.) ont marché dans les rues, devant les barricades policières, et organisé des forums parallèles pour faire entendre qu'ils ne voulaient pas d'une mondialisation dictée seulement par les besoins du marché.

Comme il fallait s'y attendre depuis la «bataille de Seattle», les autorités chinoises avaient bien préparé leur

qu'en soit le prix. Les dispositions du Code de droit canonique qui réservent le sacrement de l'ordre aux hommes maintiennent l'infériorité des femmes. Voilà une raison suffisante pour réclamer la cessation d'un tel régime, surtout lorsque les demandes de dialogue restent sans réponse depuis quarante ans.

Il appartenait à Olivette Genest, exégète québécoise, d'évaluer les arguments bibliques invoqués en faveur de la position du magistère catholique sur l'admission au sacerdoce, depuis la publication de *Inter Insigniores* par la Congrégation pour la doctrine de la foi,

en 1976. Le bilan de cet examen révèle de nombreuses insuffisances de l'herméneutique biblique utilisée et des maladresses dans l'argumentation. Somme toute, nous sommes devant un argument d'autorité...

Pour sortir de l'impasse, il faudrait procéder à rien de moins qu'une révision de la théologie des ministères, et ce, à partir des grands textes christologiques – et non pas en s'appuyant d'abord sur les textes évangéliques qui mettent en scène des femmes, souvent sans référence au service de la communauté. Avis d'exégète largement partagé par l'assemblée.

Finalement, un axiome de l'association Femmes et Hommes en Église résume bien ce rendez-vous: le passage du patriarcat au patriarcat ne peut faire l'économie de l'accès des femmes à l'ordination. L'atteinte de la parité, en effet, n'est pas tant une affaire de «droits des femmes», qu'un enjeu de «droits humains». L'Église catholique pourra-t-elle refuser encore longtemps «l'offre de disponibilité» au ministère d'un nombre croissant de femmes? ●

comité d'accueil. Entre 700 et 800 manifestants furent entassés dans les prisons de la ville portuaire.

Quel bilan pouvons-nous tirer de cette rencontre?

D'une part, l'apparente solidarité qui avait été établie à Cancun entre les pays en voie d'industrialisation les plus importants, dont le Brésil et l'Inde, que plusieurs analystes avaient appelé le G-20 (groupe des vingt), n'a pas tenu le coup. Cette fois-ci, le Brésil et l'Inde ont choisi le jeu d'une plus grande libéralisation en échange de concessions de la part de l'Union européenne, en particulier dans le domaine des subventions agricoles. Ces deux géants du Sud et leaders du G-20 étaient, en effet, prêts à appuyer la formule «suisse» qui vise à réduire davantage les tarifs plus élevés des produits non agricoles, pénalisant ainsi les pays en développement qui tentent de s'industrialiser en protégeant leurs industries naissantes au moyen d'une série de tarifs. Deuxième concession importante, il fallait accepter une approche plurilatérale dans le domaine des négociations sur les services (Accord général sur le commerce des services ou AGCS) et donc permettre aux pays riches de négocier secteur par secteur la libéralisation des services, domaine pour lequel ils ont un avantage comparatif fort impor-

L'auteur, professeur adjoint au Département de science politique de l'Université de Montréal, est membre de la Chaire d'études asiatique et du Centre de recherche sur les politiques et le développement social



tante et qui rend captive une partie importante de leur main-d'œuvre qualifiée.

Malgré l'annonce d'une nouvelle configuration des pouvoirs au sein de l'OMC, de l'élimination des subventions à l'exportation des produits agricoles à la fin de 2013, d'une série de mesures dites favorables aux pays les plus pauvres – dont la promesse d'un accès libéralisé aux marchés des pays du Nord – et, enfin, d'un nouveau programme d'aide internationale pour le commerce (Aid for Trade), on reste perplexe face à la rencontre. Durant six jours, des milliers de négociateurs, de journalistes et d'altermondialistes auront négocié et débattu de l'avenir du commerce international, souvent dans un dialogue de sourds. La rencontre, au fond, n'aura peut-être permis que de sauver la face de l'OMC comme mécanisme de négociation internationale, en mal de légitimité depuis Cancun. Par ailleurs, elle aura asséné un coup d'humilité à la mouvance altermondialiste qui avait cru, le temps d'une rencontre ministérielle (celle de Cancun), que les pays émergents du Sud (tels l'Inde et le Brésil) pouvaient dépasser leurs intérêts nationaux et assumer le leadership dans la solidarité des pays du Sud face aux grands blocs du Nord.

Il importe de réfléchir sur la nécessité et la pertinence d'investir autant d'efforts dans le grand carnaval médiatique de ces rencontres alors que les décisions se prennent souvent entre petits groupes de négociateurs, loin des médias et des grandes plénières. Au fond, les 730 jours qui séparent une rencontre ministérielle de l'autre sont sans doute plus déterminants. Il est essentiel de mobiliser et de sensibiliser l'opinion publique aux enjeux des négociations et surtout aux conséquences complexes et souvent négatives d'un éventuel développement durable, soutenu et équitable. Les taux de croissance, l'accroissement des échanges internationaux et la montée

de certains pays en développement, en particulier de la Chine, ne saurait occulter des préoccupations plus larges d'équité et de justice sociale. Si une gouvernance mondiale est à se mettre en place, il faut aujourd'hui la

questionner, la comprendre et la concevoir comme un exercice qui requiert délibération et participation démocratiques. ●

Les Québécois ont-ils peur de Jack Layton?

Il est faux de prétendre que le Québec est complètement imperméable au NPD.

JEAN-PHILIPPE WARREN

On a dit et redit que le Nouveau parti démocratique (NPD) – qui se présentait sous le nom Co-operative Commonwealth Federation (CCF) avant 1962 – n'a jamais réussi à percer au Québec, avec pour résultat que la gauche canadienne n'a pas encore la voix qu'elle devrait avoir au parlement fédéral. On accuse d'ordinaire la question nationale d'avoir empêché les forces socialistes québécoises d'être solidaires des mouvements sociaux qui revendiquent, dans le *Rest of Canada*, davantage d'égalité et de justice.

L'élection de 2006 semble donner raison à ceux qui désespèrent de jamais voir à Ottawa une véritable majorité de gauche. Le NPD a récolté près de 20% des voix en Ontario (17,5% pour l'ensemble du pays) et à peine 7,5% des voix au Québec. N'est-ce pas là la preuve que les Québécois, aveuglés par leurs chicanes constitutionnelles, préfèrent appuyer la cause nationale au détriment des luttes sociales?

Pourtant, à regarder les tendances à long terme, on observe une curieuse

évolution depuis la Seconde Guerre mondiale. L'écart du vote pour le NPD a constamment diminué entre le Québec et l'Ontario – seules provinces que l'on peut réellement comparer, compte tenu des convergences entre leurs économies.

Alors qu'en 1958, le ratio entre l'une et l'autre provinces était de 5, il tombe à environ 3 en 1968, et continue progressivement de s'amoinrir jusqu'en 1988, où il atteint presque la parité (14,4% d'appui au NPD au Québec et 20,1% en Ontario). Il est vrai qu'à partir de 1993, l'écart se creuse de nouveau et qu'en 1997, le ratio remontait à 5. Toutefois, une tendance à long terme semble, insensiblement, forcer un rapprochement, puisque le ratio tombe à 4 en 2004, puis à un peu moins de 3 en 2006.

Il serait donc faux de prétendre que le Québec est complètement imperméable au programme du NPD. En fait, nous constatons plutôt deux choses. D'une part, que le NPD, en dépit de fluctuations parfois importantes, a sans cesse amélioré ses résultats dans la province de 1957 à 1988. D'autre part, que le Bloc québécois a joué pendant un certain temps le rôle

L'auteur est professeur de sociologie à l'Université Concordia



d'un parti de gauche, gommant à toutes fins utiles les chances d'un parti socialiste de faire élire des députés au Québec. C'est ainsi qu'en 1993, dans la foulée de l'échec de Meech, le vote pour le NPD baisse en Ontario, mais la dégelée est beaucoup plus importante au Québec. Le NPD, parti centralisateur s'il en est, y reçoit à peine 1,5% des votes, après avoir recueilli 14,4% des suffrages à l'élection précédente.

Selon nous, l'élection de 2006 est intéressante, moins parce que le vote conservateur longtemps assoupi s'est soudain révélé au grand jour (surtout dans la région de Québec), mais parce

qu'elle concrétise la remontée du NPD – qui augmente à peine ses appuis en Ontario alors qu'il fait un bond de près de 50% au Québec, passant de 4,6% à 7,5%. Il serait par conséquent faux de prétendre, sur la base de ces chiffres, que le militantisme socialiste *canadian* est par nature incapable de rejoindre l'activisme québécois. Il serait plus juste de parler de conjonctures politiques particulières qui, ces dernières années, ont empêché les partisans de la gauche de la province de se sentir spontanément solidaires des débats soulevés par leurs camarades de l'autre

côté de l'Outaouais.

Faudra-t-il, une nouvelle fois, blâmer la question nationale de venir voiler la question sociale derrière des enjeux liés à la langue et la culture? Ou faudrait-il plutôt reprocher à la gauche *canadian* d'avoir si bien avalé l'idéologie du multiculturalisme à la Trudeau qu'elle se retrouve incapable de comprendre, aujourd'hui, comment le respect des cultures nationales représente un enjeu de la gauche au même titre que la division croissante de la société entre riches et pauvres? Il vaut la peine de s'interroger. ●

La réconciliation avec les aborigènes aura-t-elle lieu en Australie?

Le gouvernement australien a rejeté la plupart des recommandations du rapport final, déposé en 2000, par la Commission pour la réconciliation avec les Aborigènes (CAR).

MARK BYRNE

Avant le dépôt du rapport final du CAR, un quart de million de personnes avaient traversé le pont de Sydney en appui à la réconciliation entre les Australiens aborigènes et non-aborigènes, pressant le premier ministre John Howard de s'excuser pour les abus du passé. D'autres marches avaient lieu dans la plupart des

L'auteur est jésuite



grandes villes d'Australie démontrant le soutien populaire au processus de réconciliation et dénonçant le mépris du gouvernement.

Le gouvernement a mis près de deux années à répondre au rapport final, puis a rejeté la plupart de ses recommandations. Depuis, le CAR a été remplacé par une fondation sans but lucratif, la Réconciliation australienne, sans pouvoir ni financement récurrent et, surtout, sans mandat pour diriger un processus national de réconciliation.

Pendant ce temps, le gouvernement a constamment réitéré sa volonté d'opter pour une «réconciliation du bon sens» (*practical reconciliation*) en mettant de l'avant de «nouvelles dispositions» sous l'égide du ministère des Affaires autochtones. Ces dispositions incluent l'abolition de l'ATSIC (Aboriginal and Torres Strait Islander Commission), la création d'un Conseil indigène national dont les membres sont nommés par le gouvernement, la centralisation des services offerts aux Autochtones et la signature de presque 100 accords de partage des responsabilités. D'autres réformes touchant les territoires autochtones et le programme de développement communautaire de l'emploi sont en préparation. L'abolition de l'ATSIC – organisme gouvernemental de promotion et de protection des droits des aborigènes –, bien que controversée de part et d'autre, n'a pas été suivie par la création d'un autre organisme.

De nombreux groupes locaux de réconciliation demeurent actifs et le Australian for Native Title and Reconciliation (ANTAR) poursuit la campagne «L'Australie doit s'excuser» (Apology Australia), mais il est évident qu'en l'absence d'un leadership national, le soutien populaire pour la réconciliation s'affaiblit.

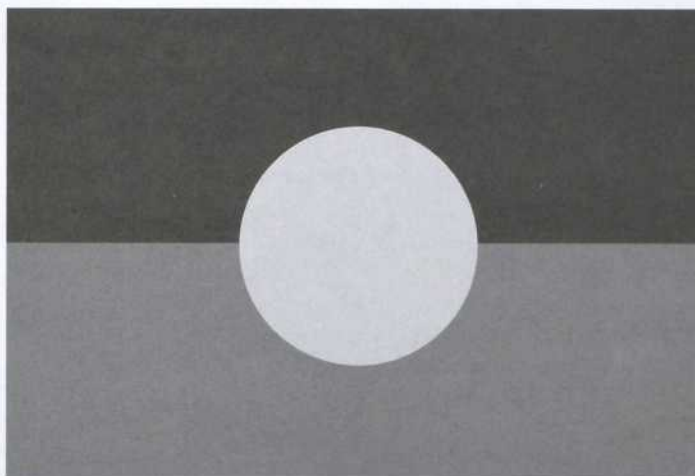
Le gouvernement est motivé par l'opinion publique aussi bien que par l'idéologie. Les sondages d'opinion ont démontré que la majorité des Australiens sont disposés à reconnaître que le peuple autochtone a subi des abus par le passé. Ils sont toutefois divisés sur les causes des injustices présentes: sont-elles la perpétuation des abus ou relèvent-elles de la responsabilité actuelle des aborigènes? Ils ne sont pas favorables aux «excuses» pour des actes du passé et ils ne se croient pas responsables, par leurs styles de vie et leurs attitudes, du racisme ou de l'exploitation vécus par les aborigènes. D'autant plus que le gouvernement de John Howard a su arrimer ces «excuses» avec la responsabilité personnelle et légale qui en découlerait.

Pat Dodson, militant aborigène, a rappelé, lors de la Rencontre nationale de la réconciliation de 2005, qu'il n'y a aucun fondement aux rapports entre les Australiens autochtones et les autres. Beaucoup d'Australiens blancs reconnaissent que leur présence sur le sol australien manque de légitimité, tandis que le peuple autochtone a besoin de la reconnaissance de ses droits pour développer un sentiment d'appartenance à la société australienne.

Tôt ou tard, un accord formel qui reconnaîtra les abus du passé sera nécessaire pour créer une base commune pour l'avenir de la nation. Il y a de nombreux exemples de tels accords avec des peuples autochtones dans d'autres pays des anciennes colonies britanniques dont l'Australie devrait s'inspirer.

Le gouvernement conservateur de John Howard a dévié les enjeux en affirmant qu'un traité ne peut être fait qu'entre États souverains, créant une crainte parmi les Australiens non autochtones de la création d'une «nation à l'intérieur de la nation». Pourtant, ce traité aurait dû être négocié avant l'établissement des Britanniques. Quel qu'en soit le nom, c'est la négociation d'une entente formelle pour une souveraineté partagée des terres et une participation égalitaire à la vie sociale du pays qui est réclamée. Comme d'autres l'ont précisé, la résolution de cette question est intimement liée au développement de la République australienne. Il s'agit de régler le passé avant d'entreprendre l'avenir. ●

En 1995, le drapeau aborigène fut officiellement reconnu par le gouvernement.





Entre oubli et mépris

LUIS GARCÍA-HUIDOBRO

Au XIX^e siècle, l'identité nationale chilienne s'est construite autour de stéréotypes sur les Autochtones. La répression des Autochtones y est partie prenante de la constitution de l'État moderne. La nation chilienne se consolide, d'une part, avec la « pacification » de l'Araucanie, à savoir l'invasion du territoire des Mapuches, peuple autochtone du sud du Chili qui, durant l'époque coloniale avait su maintenir son indépendance vis-à-vis de la couronne espagnole. Elle se consolide, d'autre part, avec la guerre d'usurpation des territoires du Nord, appartenant au Pérou et à la Bolivie, tous deux considérés comme des nations inférieures de par leur forte composante autochtone.

Les Autochtones sont toujours exclus de l'administration de l'État. Malgré les efforts du précédent gouvernement de Ricardo Lagos, la constitution ne reconnaît toujours pas l'existence de peuples autochtones, dont la conséquence est la négation des droits qui leur reviennent selon les dispositions de l'Organisation internationale du travail et l'Organisation des États américains.

Dans la société chilienne, les identités autochtones sont profondément réprimées. D'un côté, l'élite, blanche et très minoritaire s'approprie non seulement les richesses, mais aussi l'idéal de valorisation sociale. De l'autre, la majorité métisse aspire à « se blanchir » – comme l'ont dénoncé les écrivains Pablo Neruda, Gabriela Mistral et José Donoso – mutilant ainsi ses « hon-

teuses » racines. Enfin, les divers peuples autochtones (Mapuche, Aymara, Rapa nui), environ un million de personnes, se débattent entre la reconnaissance de soi – qui prend la forme, à l'occasion, de manifestations violentes, fruits d'une longue histoire d'agressions – et l'oubli total de leur propre culture, source de tant d'humiliation et de souffrance.

Il y a quelques mois, *Qué Pasa*, une revue à gros tirage, publiait une entrevue d'un chef d'entreprise d'origine suisse très connu dans le sud du Chili.

Cette génération d'Autochtones réussira probablement à élire ses représentants au parlement. Son principal défi consiste à ce que ses fils et ses filles ne connaissent pas la honte d'appartenir à un peuple méprisé et qu'ils trouvent, chez eux comme à l'école, les valeurs et les outils nécessaires à leur épanouissement dans un monde pluriel.

Il y affirmait tout bonnement que « l'Indien n'a jamais travaillé. Le Mapuche est voleur, il n'a pas de capacité intellectuelle ni de volonté, il est pauvre, sans fierté... roublard, hypocrite, déloyal et abuseur... » Peu se scandalisent de ce type de déclaration. Ce sont-là des stéréotypes profondément enracinés dans l'imaginaire national. Le plus grave, néanmoins, c'est que cette discrimination ne vient pas exclusivement de l'élite blanche, mais aussi du peuple métissé.

La nation chilienne se forge une identité sur l'oubli et la négation de ceux qui la composent. Le système d'éducation occulte l'histoire des Autochtones, le marché du travail est scandaleusement discriminatoire, la justice

est sourde à leurs demandes quand elle n'est pas tout simplement répressive.

Leur identité est ainsi fragilisée; elle est même perçue avec une certaine crainte. Pour les Autochtones, deux possibilités leur sont offertes: soit nier leur identité, soit se réfugier dans diverses formes de fondamentalisme.

Malgré cela, depuis les vingt dernières années, les peuples autochtones, principalement les Mapuches, occupent de nouvelles avenues au sein de la société civile. De nombreuses organisations autochtones voient le jour. Les Autochtones sont de plus en plus présents dans les médias, la récente couverture de la participation d'un Mapuche à la course à la présidence en est un exemple éloquent. Il y a aussi un changement de mentalité par rapport à la langue, la spiritualité et la médecine traditionnelle des Autochtones.

Il est à espérer que ces changements se consolident. Cette génération d'Autochtones réussira probablement à élire ses représentants au parlement. Son principal défi consiste à ce que ses fils et ses filles ne connaissent pas la honte d'appartenir à un peuple méprisé et qu'ils trouvent, chez eux comme à l'école, les valeurs et les outils nécessaires à leur épanouissement dans un monde pluriel. Il faut l'avouer, rien n'est acquis, car au Chili, les Autochtones sont les plus pauvres parmi les pauvres. ●

L'auteur est
un jésuite du Chili

Les femmes sur tous les fronts

LOUISE DIONNE

Des femmes ont, de tout temps et dans toutes les sociétés, revendiqué leur place et se sont toujours opposées à l'oppression qu'elles subissaient. L'histoire n'a tout simplement pas retenu leurs combats. Ceux-ci ont été autant de prises de conscience que l'exploitation des femmes n'a rien de « naturel », mais qu'elle est issue de l'ordre social, politique, économique et religieux dominant. Toutefois, ce n'est qu'au cours du XX^e siècle que les batailles des femmes ont mené à une reconnaissance de leur égalité avec les hommes.

Le mouvement féministe est présent en Europe, en Amérique, en Afrique et en Asie. Les femmes ont fait partie de nombreuses luttes de libération nationale et de nombreux mouvements sociaux. Elles ont revendiqué de multiples droits : le droit de vote, le droit au travail, le droit à l'avortement et à la contraception, le droit à la dignité, etc. Toutes ont cru que l'avenir leur accorderait enfin l'égalité que des millénaires de patriarcat leur avaient refusée.

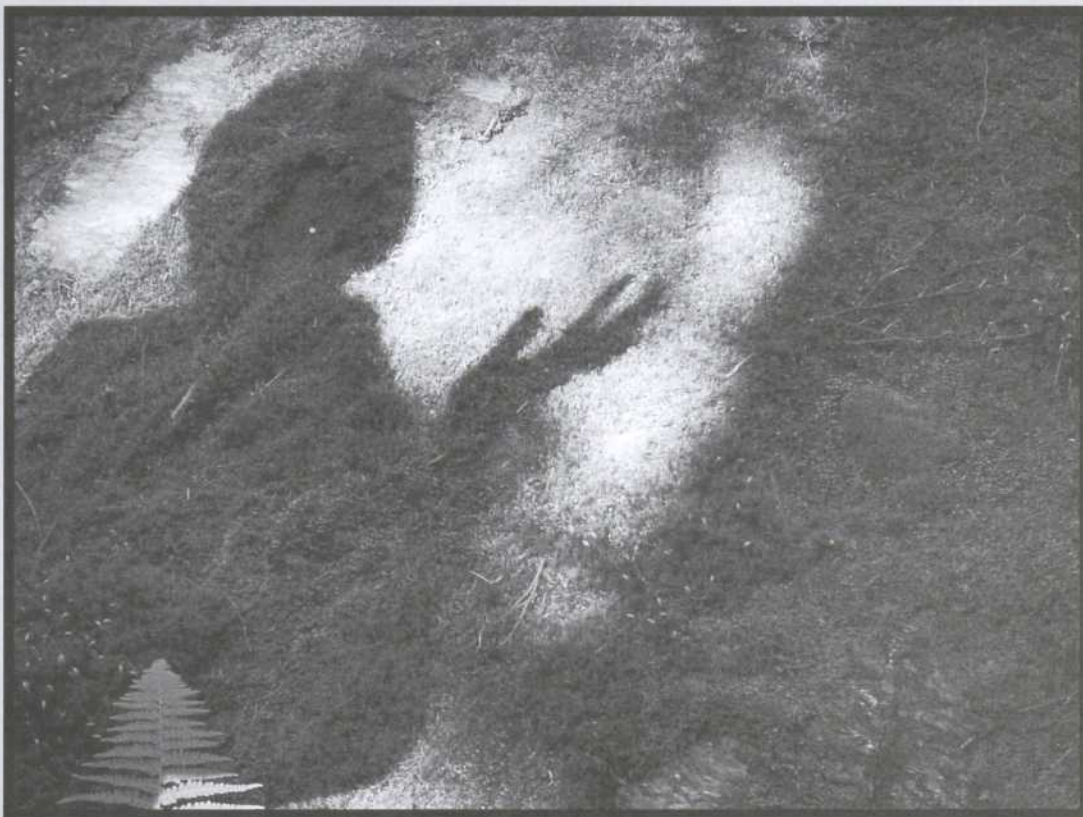
Prenant acte de ces évolutions et proclamant leur intention de les accélérer, les Nations unies font de 1975 « l'année de la femme » et organisent, à Mexico, la première conférence internationale qui lui est consacrée. Déjà proclamée dans la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, l'égalité des sexes est réaffirmée par la Convention internationale de 1979 sur l'abolition de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, qui devient un précieux outil d'émancipation au Nord comme au Sud. Au fil des conférences organisées par l'ONU – Copenhague en 1980, Nairobi en 1985 et Beijing en 1995 –, les femmes du monde ont fait le douloureux constat que les changements attendus n'arriveraient pas et, qui plus est, qu'un *backlash* se pointait à l'horizon. Dans un premier temps, elles ont réussi à mettre de l'avant leurs préoccupations et à les intégrer au sein des différentes conventions internationales sur les droits de la personne et les droits sociaux. Cependant, elles se sont rapidement rendu compte que les accords commerciaux et économiques les faisaient régresser. Le nouvel ordre mondial n'entendait pas leur accorder l'égalité revendiquée.

En effet, la mondialisation a signifié, pour beaucoup, l'abandon de leurs familles et de leur culture en contrepartie d'une promesse d'émancipation qui n'a été, bien souvent, qu'une nouvelle forme d'oppression. Elles sont plus nombreuses que les hommes à occuper un emploi au sein de la nouvelle économie et elles forment la majorité de la main-d'œuvre du secteur des services. À la domination de l'époux et du père, s'est ajoutée celle du patron, du militaire, du banquier ou du proxénète – le capitalisme et le néolibéralisme sachant s'accommoder du système patriarcal de ces sociétés afin de s'assurer une main-d'œuvre docile.

« Shulekha n'a pas pu voir la beauté de la terre,
Ni la sentir, ni la goûter.

Elle n'a aucun droit aux droits d'un être humain. »

EXTRAIT DE « SHULEKHA », POÈME DE TASLIMA NASREEN,
RECUEIL *FEMMES : POÈMES D'AMOUR ET DE COMBAT*. LIBRIO.



Diane Trépanière,
Sans titre, 2001

Au Nord comme au Sud, les luttes ont le même objectif : l'égalité. Mais les réalités et les enjeux sont différents. Au Nord, les féministes sont passées du droit de vote au droit à la différence, tandis qu'au Sud, c'est la pauvreté et l'impérialisme qui demeurent les enjeux principaux. Les femmes des pays du tiers-monde ont donc revendiqué leurs propres priorités. De cette querelle « sororale » Nord-Sud, une volonté de se comprendre est née. Ce féminisme est plus pragmatique, il joue d'alliances ponctuelles et du recours aux nouvelles technologies de communication pour créer des réseaux de résistance, tout en laissant à chacune la prérogative des actions nationales et locales.

Deux stratégies sont à l'œuvre : les unes continuent de se battre pour l'égalité, les droits au sein du système international – créant ainsi une élite au sein du mouvement féministe –, tandis que les autres inventent des contre-stratégies et des réponses féministes au système. Ces dernières créent des syndicats féminins, des coopératives agricoles et d'habitation, des soupes populaires, etc. Elles se mobilisent contre les injustices, dénoncent les guerres, forment des lieux d'échanges. Leurs luttes pour accéder aux droits cherchent à instaurer de nouvelles façons de faire et de voir le monde.

Ce dossier tente, bien modestement, de rendre compte de quelques-unes de ces luttes. Il témoigne de l'action de femmes aux prises avec les pires formes d'exploitation et d'oppression : viols, violence, excision, exploitation sexuelle, misère, butin de guerre, etc. Ce n'est pas cette seule exploitation qui doit retenir l'attention, mais d'abord le sens de leurs luttes. Ces femmes démontrent, par leur courage et leurs engagements, l'importance de l'action collective et de la solidarité. Par leurs luttes pour acquérir les droits dont elles sont privées, elles veulent construire – avec les hommes – l'avenir de la planète.

Opprimées de l'Inde

Le système des castes, en Inde, et la ségrégation à l'égard des dalits qui en découle, ne sont pas une particularité culturelle d'une société hiérarchisée qu'il faudrait respecter. Au contraire, en plus d'être profondément discriminatoire, ce système s'ajoute à l'injustice déjà subie par les femmes défavorisées.

CHRISTINE MONGIN

L'auteure est présidente de Intercultural Network for Development and Peace (INDP), en France

La Constitution de l'Inde, promulguée en 1950, a interdit la discrimination basée sur le système de stratification sociale par castes. Pourtant, le gouvernement indien, si prompt à faire évoluer son pays dans les domaines technologiques, demeure peu enclin à mettre en place des programmes d'action qui accompagneraient les lois de protection¹ de ceux appelés jadis «intouchables». Ces 220 millions d'hommes et de femmes – qui représentent un cinquième de la population indienne et sont ruraux à près de 90 % – vivent encore aujourd'hui une ségrégation dans tous les aspects de leur vie quotidienne. Paysans sans terre, ils sont la plupart du temps ouvriers agricoles. Sans accès au puits du village, ils doivent attendre qu'une personne de caste se présente et accepte de verser de l'eau dans leur jarre. L'accès au temple leur est interdit. Ils doivent retirer leurs chaussures lorsqu'ils traversent le village où vivent les personnes de caste. Les femmes subissent des viols répétés de la part des propriétaires terriens et tout acte de rébellion est réprimé par des violences extrêmes (huites brûlées, tabassages voire meurtres).

LE MOUVEMENT DES FEMMES DALITS

Dans ce contexte, les militantes des mouvements de femmes dalits disent qu'elles sont trois fois opprimées :

premièrement parce qu'elles sont des femmes, deuxièmement parce qu'elles sont dalits et troisièmement parce qu'elles sont pauvres. Longtemps exclues des mouvements de femmes, parce que dalits, et exclues des mouvements dalits, parce que femmes, elles ont créé en 1995 leur propre mouvement au niveau national : la National Federation of Dalit Women (NFDW). Ces militantes font le constat que la mondialisation et les ajustements structurels, spécialement la privatisation des ressources naturelles, touchent en priorité les pauvres en milieu rural et particulièrement les femmes dalits qui sont ouvrières agricoles et chargées de toutes les tâches domestiques telles que le soin du bétail et l'approvisionnement du foyer en eau et en bois.

Les femmes intouchables ont donc bien plus d'obstacles à franchir pour se libérer de la pauvreté, de la violence et de l'ignorance. Pour un travail identique, elles gagnent 30 à 50 % de moins que les hommes. Un homme dalit qui travaille à la rizière touchera en moyenne 70 roupies par jour alors que sa femme n'en obtiendra que 40. De plus, les femmes dalits exercent les métiers que les femmes de caste refusent ou que leur statut empêche de faire. En milieu rural, elles fournissent 80 % de la main-d'œuvre dans le secteur agricole informel. Elles préparent la terre, repiquent le riz, s'occupent de l'irrigation, du battage des grains et de rentrer la récolte. En milieu urbain, elles sont *coolies* (porteurs) sur les chantiers. Elles cassent les cailloux et portent le sable.

En matière d'éducation, la situation des femmes dalits est encore plus tragique que celle des autres femmes indiennes. Par exemple, le taux d'alphabétisation, qui est de 51,3 % pour les femmes de l'État du Tamil Nadu n'est que de 29,5 % pour les femmes dalits.

Les militantes des mouvements de femmes dalits disent qu'elles sont trois fois opprimées : premièrement parce qu'elles sont des femmes, deuxièmement parce qu'elles sont dalits et troisièmement parce qu'elles sont pauvres.

Dalits et castes

Dans l'hindouisme, la société se stratifie de façon hiérarchique. Il y a d'abord les castes supérieures que sont les brahmanes (prêtres), les ksatriyas (guerriers) et les vaisyas (agriculteurs, artisans, commerçants). Puis, il y a la caste inférieure des sudras (serveurs). Enfin, il y a les hors castes, appelés «intouchables», qui sont considérés comme impurs et au service des membres des castes. Privilège de naissance, chaque caste est fermée et l'on ne peut passer de l'une à l'autre que par la voie de la transmigration (réincarnation). Dans une volonté d'affirmation de leur dignité, les intouchables ont choisi de se nommer dalits, terme signifiant « opprimés ».

LA DISCRIMINATION SEXUELLE

Malgré une loi qui a interdit la pratique de la dot en 1947, celle-ci n'a cessé de se renforcer dans toutes les couches de la société indienne. On ne compte plus les brutalités et même les crimes liés à la dot. Cette tradition, et le fait que les filles soient considérées comme des êtres inférieurs qui entraînent des dépenses et n'amènent aucune rentrée d'argent, provoquent des différences de traitement entre les

1. Protection of Civil Rights Act (PCRA) de 1955 et Prevention of Atrocities against Scheduled Caste/Tribe de 1989.

filles et les garçons: la naissance d'une fille n'est que rarement fêtée, la petite fille n'est pas aussi bien nourrie et aussi bien soignée que son frère, elle arrête l'école beaucoup plus tôt pour rester à la maison et aider sa mère aux tâches ménagères.

L'Inde est le pays où le ratio femme/homme est le plus bas (933 femmes pour 1000 hommes). Chaque année, selon l'Unicef, 500 000 fœtus féminins y seraient avortés. Au Penjab, les hommes célibataires doivent déjà rechercher une épouse dans les États voisins. La discrimination sexuelle met ainsi en péril l'équilibre démographique de la société indienne. De meilleures relations entre hommes et femmes, des traitements plus équitables entre filles et garçons – en particulier en matière d'éducation –, pourraient amener les changements d'attitude et de mentalité propices à un rééquilibrage des rapports entre les sexes.

COMBATTRE L'EXCLUSION

L'exclusion qui frappe les femmes dalits les oblige à s'organiser et à inventer des stratégies répondant à leurs besoins spécifiques.

Je prendrai pour exemple Base for Rural Women Development (BRWD), installé à Pondichéry, mais dont les ramifications se déploient dans tout l'État du Tamil Nadu, au sud de l'Inde. Le BRWD est une société mutuelle financière de micro-crédit, créée en 2002, dont les bénéficiaires sont les femmes dalits, tribales et de basse caste.

Aujourd'hui, plus de 3600 femmes ont rejoint environ 180 groupes du BRWD. Elles le font pour avoir accès au crédit et démarrer une petite activité génératrice de revenus qui sera source d'indépendance financière pour elles-mêmes, tout en améliorant les conditions de vie de toute la famille. Car les femmes ne défendent pas uniquement les intérêts féminins. Elles se battent pour l'éducation des enfants, l'environnement et la santé; elles se préoccupent de l'intérêt collectif.

Le travail accompli par le BRWD est également un travail de conscientisation et d'émancipation des femmes. On constate en effet que les femmes ont droit à la parole et à davantage de respect lorsqu'elles gagnent de l'argent. À travers des formations, elles acquièrent les connaissances nécessaires à la gestion d'un petit commerce. Grâce aux groupes de paroles, elles partagent leurs difficultés, brisent la loi du silence et prennent confiance en elles. Elles revendiquent leurs droits inscrits dans la Constitution pour conquérir une place que la société indienne patriarcale et la religion hindoue leur refusent. C'est ainsi que l'on peut trouver aujourd'hui des femmes dalits présidentes de *pan-*

chayat (conseil de village) qui œuvrent à l'amélioration des conditions de vie de toute la communauté en se préoccupant de la construction d'un puits ou du meilleur usage des terres communales et des pâturages.

Les groupes de femmes du BRWD ont également tenu un rôle de premier plan dans la mise en place de projets de réhabilitation après le tsunami. Le BRWD s'est appuyé sur les femmes pour démarrer des projets dépassant le stade de l'urgence, comme des coopératives laitières, des élevages de chèvres, des fabriques de charbon de bois et de briques. Cette catastrophe a donné lieu à des projets où hommes et femmes se sont partagé les responsabilités et ont reconstruit conjointement leur village pour dépasser les oppositions et les clivages.



FAIRE ÉVOLUER LA SOCIÉTÉ

Comme le rappelle l'économiste indien Amartya Sen (Prix Nobel d'économie, 1998), «faire progresser l'égalité des sexes, en effaçant les divers handicaps sociaux et économiques qui empêchent les femmes de se faire entendre et d'exercer un pouvoir d'action est l'un des meilleurs moyens de sauver l'environnement, comme de faire face aux dangers du surpeuplement et des autres effets négatifs de la pression démographique. La voix des femmes est d'une importance critique pour l'avenir du monde». Les femmes indiennes peuvent donc initier des changements qui bénéficieront à la société indienne dans son ensemble. Quant aux femmes dalits, qui défendent leurs droits à la fois en tant que femmes et en tant que dalits, elles joueront un rôle de tout premier ordre dans l'évolution des rapports au sein du système des castes. ●

Diane Trépanière,
Émulsion, 1999

Les Rwandaises après le génocide

Après les atrocités du génocide de 1994 qui – dans l’inertie de la communauté internationale – a emporté plus d’un million de vies humaines, les femmes rwandaises ont été amenées à prendre de lourdes responsabilités. Actrices essentielles de la reconstruction de la société rwandaise, elles s’engagent de multiples façons pour assurer au Rwanda un avenir meilleur.



GODELIÈVE MUKASARASI

L’auteure travaille dans le domaine du développement rural, au Rwanda, depuis une trentaine d’années; elle a été récipiendaire du prix John-Humphrey pour la liberté, en 2004.

Le Rwanda est un pays aux prises avec des défis importants, à commencer par une grande pauvreté. Environ 40 % de la population vit au-dessous du seuil de la pauvreté. Celle-ci, aggravée par le génocide, est occasionnée, entre autres, par un manque de ressources naturelles et une situation d’enclavement géographique – au cœur de la région des grands lacs africains – limitant son développement économique. Le niveau d’instruction et d’alphabétisation de la population rwandaise, particulièrement des femmes, est encore très faible : 50,6 % d’entre elles sont analphabètes et le quart n’ont jamais été à l’école. L’accès aux technologies de l’information et de la communication, surtout en milieu rural, est extrêmement limité. La pandémie du VIH/SIDA, qui touche davantage les femmes que les hommes, demeure une tragédie. Enfin, l’absence de loi relative à l’indemnisation des rescapés du génocide perpétue l’injustice. Dans ce contexte difficile, quelles sont les actions et les réussites des mouvements de femmes ?

SE RELEVER DU GÉNOCIDE

Après le génocide, avec d’autres femmes, j’ai pris l’initiative de mettre en place un organisme appelé SEVOTA (Structure d’encadrement des veuves et des orphelins pour le travail et l’auto-promotion). Cet organisme a pour but de ressouder les relations humaines et sociales détruites par le génocide. SEVOTA est composée de plus de 1000 membres et cherche à aider les bénéficiaires à améliorer leurs conditions de vie et leur intégration sociale. Il a joué un rôle important dans

la promotion des droits des femmes et des enfants. Il s’est engagé dans la lutte contre la violence faite aux femmes, ainsi que dans le développement socio-économique des personnes en détresse. Cela a permis à de nombreuses femmes de développer des stratégies pour revendiquer leurs droits, œuvrer à la promotion d’une culture de la paix durable, faire la promotion des droits de la personne – particulièrement des plus vulnérables – et encourager la participation citoyenne. SEVOTA a ainsi contribué aux efforts de reconstruction d’une société rwandaise basée sur l’unité, la tolérance et la réconciliation. De plus, l’organisme a œuvré au renforcement des mécanismes de prévention, de gestion et de résolution des conflits, tant sur le plan local que national. Il s’est intéressé de près à tout ce qui touche le système de justice internationale et de lutte contre l’impunité.

Le Réseau des femmes pour la paix, Urunana rw’abashaka amahoro (Urunana), a aussi été créé au Rwanda. Ce dernier a contribué à briser le silence et la honte auprès des victimes de violence, particulièrement des victimes de viols survenus pendant le génocide. Ses membres forment un réseau d’amitié et de soutien mutuel. Des rencontres de groupe favorisent l’échange et le soutien nécessaires au dépassement des traumatismes. Un accompagnement individuel, selon les besoins, est offert aux femmes. De même, des activités de solidarité sont organisées dans les collectivités locales. Urunana se préoccupe également du dépistage du VIH/SIDA auprès des femmes, surtout celles victimes de viol. Ainsi, des soins médicaux sont dispensés à celles qui ont été infectées et à leurs enfants. Toutes ces actions contribuent à ce qu’un plus grand nombre de femmes quittent l’isolement et retrouvent l’espoir de mener une vie normale de mère, d’éducatrice et de citoyenne.

Dans leurs luttes pour retrouver la justice et la dignité, de nombreuses femmes victimes de violence ont donné des

témoignages à travers les médias. Cela a incité d'autres victimes à briser le silence. Ces femmes ont ainsi documenté les crimes sexuels et dénoncé les responsables de ces atrocités, ce qui a permis que le viol soit maintenant reconnu comme une arme génocidaire, un crime contre l'humanité et un acte de torture. Grâce à l'influence d'organismes de promotion des droits de la personne, des femmes parlementaires rwandaises ont intégré, lors de l'élaboration de la loi sur le génocide, des articles qui rendent désormais passibles de lourdes peines les auteurs de viols et de tortures sexuelles.

Cette vaste mobilisation de la société rwandaise pour se relever du génocide et lutter contre la violence a été possible grâce, entre autres, à un programme de sensibilisation dispensé auprès des autorités locales, des différents intervenants sociaux et des responsables des écoles. Ce programme, intitulé « Genre, paix, droits et violence », avait pour objectif de développer l'appui aux victimes de violence. Il fait la promotion de l'accueil, du suivi, de la prise en charge de ces personnes par leur communauté et, sous peu, de l'encadrement des enfants nés à la suite des viols.

LA RECONSTRUCTION SOCIO-ÉCONOMIQUE

Depuis 1994, les femmes rwandaises ont donc été formées et informées sur leurs droits. En 1999, une modification du code civil rwandais a permis aux femmes d'être héritières

Les femmes rwandaises ont donc été formées et informées sur leurs droits.

de biens, d'avoir droit à la succession foncière et de disposer de ressources et de pouvoirs leur permettant d'assumer les lourdes responsabilités que le génocide a laissées sur leurs épaules.

En effet, les Rwandaises ont été les piliers du progrès social et économique réalisé depuis la fin du génocide. Il faut comprendre que ce terrible massacre – où tant d'hommes ont été assassinés – a laissé au Rwanda, à la fin de 1994, une population constituée à 70 % de femmes. C'est ainsi que selon les données de 1997, 34 % des ménages étaient dirigés par des femmes (contre 21 % en 1991). Le nombre de femmes veuves, séparées, seules ou divorcées est quatre fois plus élevé qu'avant le génocide (il s'élève maintenant à 41 %). Dans ce contexte démographique, les femmes se sont massivement engagées dans la construction de logements. Pour assurer leur subsistance, elles se sont mises à développer des activités génératrices de revenus (petits commerces, coopératives, etc.). De même, elles se sont mobilisées dans la reconstruction des infrastructures communautaires, sociales et administratives.

Au Rwanda, il y a présentement 5 % des enfants qui sont orphelins de père et de mère et le nombre d'enfants nés à la suite de viols est estimé à 30 000 – plus de 250 000 femmes

Diane Trépanière,
Photoombre, 1999

Les objectifs du millénaire : un recul pour les femmes

CÉLINE DUBÉ

Un récent rapport du Fonds des Nations unies pour la population affirme que « l'égalité homme-femme est essentielle pour réduire de moitié l'extrême pauvreté dans le monde d'ici 2015 ». Alors que depuis 30 ans, un grand nombre de pays se sont engagés sur la voie de l'égalité en adhérant, sous l'égide de l'ONU, aux différents traités, conventions et protocoles internationaux, l'espoir des femmes s'est rétréci comme peau de chagrin en l'an 2000 quand les chefs d'État de 191 pays ont approuvé les objectifs de développement du millénaire (ODM).

Réduire l'extrême pauvreté et la faim, assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans, améliorer la santé maternelle, combattre le VIH-sida, le paludisme et d'autres maladies, assurer un environnement durable, mettre en place un partenariat mondial pour le développement : voilà ces huit objectifs.

Ces ODM suscitent de nombreuses critiques. D'abord, un collectif d'organisations non gouvernementales (ONG) internationales, mené par OXFAM, a lancé un appel mondial à l'action contre la pauvreté. Les membres de ce collectif exigent un commerce équitable, l'annulation de la dette, une augmentation significative de l'aide au développement, des efforts à l'échelon national pour éliminer la pauvreté, efforts réalisés de manière démocratique, transparente et responsable à l'égard des citoyens et citoyennes. Pour sa part, la Marche mondiale des femmes partage ces critiques (par exemple sur l'annulation de la dette). Mais elle va encore plus loin : les changements réels ne peuvent se faire sans la participation active des femmes et des hommes provenant des pays concernés. La MMF insiste également sur la nécessité d'avoir une analyse féministe des décisions et des actions pour lutter contre la pauvreté, les inégalités, les injustices et les violences qui touchent plus les femmes que les hommes. Pour vaincre l'appauvrissement et l'exclusion, il faut changer de paradigmes et questionner les systèmes sociaux, économiques et politiques qui les génèrent. Et les ODM ne remettent pas cela en question.

En effet, les ODM ne remettent pas en cause le système capitaliste qui est source de pauvreté; ils ne dénoncent pas les responsables (entreprises multinationales, FMI, BM, OMC) dont les mesures ont entraîné des coupures dans les

L'auteure est
membre du Comité
d'action contre le
trafic humain interne
et international

ont été victimes de viol durant le génocide. Bien que les frais de scolarité pour les orphelins soient assumés par un fonds d'assistance aux rescapés du génocide, tous les autres besoins des enfants sont à la charge de leurs tuteurs qui sont majoritairement des femmes.

Les femmes influencent donc de plus en plus les prises de décision, les politiques et les programmes. Elles soutiennent des lois favorables au développement social et au respect des droits de la personne – particulièrement des droits des femmes et des enfants.

Dans ce contexte, des organismes comme SEVOTA et Urunana cherchent à favoriser l'accès au crédit et incitent les veuves, les mères monoparentales et les orphelins à se regrouper pour mettre sur pied de petites activités génératrices de revenus dans le domaine agricole, la transformation alimentaire, l'artisanat et le petit commerce. Cette approche favorise l'autonomie et

l'engagement des femmes dans la lutte contre la pauvreté. Leur importante contribution au développement socio-économique de leur milieu conduit ainsi progressivement à une meilleure reconnaissance de l'égalité des sexes au Rwanda.

LA PARTICIPATION POLITIQUE

À la suite du génocide, le gouvernement rwandais a fait des efforts pour assurer aux femmes l'égalité des chances, la pleine participation aux structures de pouvoir et de prise de

budgets sociaux et qui contrôlent les infrastructures, les médias, la technologie, le commerce. Ils ne proposent pas une redistribution des richesses. Au contraire, ils suggèrent pour diminuer la pauvreté d'augmenter la croissance, la consommation, d'ouvrir les marchés, ce qui accroîtra encore les profits des entreprises des pays développés et les disparités entre les pays. Plusieurs indicateurs pour examiner les progrès des ODM sont établis par le FMI et la BM. Comment peut-on améliorer les systèmes d'éducation et de santé, alors qu'on défend des politiques qui les affaiblissent?

D'une façon générale, les ODM ignorent les droits de la personne pour s'attarder aux besoins des « publics cibles » et laissent de côté les personnes marginalisées : Autochtones, réfugiés, handicapés, personnes victimes de trafic, etc. Ils ne tiennent pas compte non plus des personnes vivant la pauvreté dans les pays développés. Ils concernent surtout les pays pauvres et les rendent responsables des efforts à faire pour améliorer leur situation, sans que ceux-ci puissent vraiment compter sur des ressources suffisantes pour réaliser ces ODM.

Un seul ODM concerne spécifiquement l'inégalité que vivent les femmes alors que cela devrait être transversal à tous les ODM. L'égalité entre les sexes est une condition à tous les autres objectifs : éducation, santé, alimentation,

décisions au sein des instances gouvernementales et administratives. Les femmes ont ainsi développé une réelle liberté d'expression et acquis un pouvoir d'analyse leur permettant de contribuer au développement social, politique et économique de leur pays. Ainsi, à la fin de 2003, il y avait 32 % de femmes ministres ou secrétaires d'État. Parmi les députés, la représentation féminine s'élevait à 49 %; elle était à 30 % au sénat. La présidente de la Cour suprême et cinq des 12 juges de ce tribunal, sont aussi des femmes. Des marches de soutien et des campagnes de sensibilisation sont encore organisées pour soutenir cette représentation des femmes au sein des instances décisionnelles, comme c'est le cas à la base.

Les femmes influencent donc de plus en plus les prises de décision, les politiques et les programmes. Elles soutiennent des lois favorables au développement social et au respect des droits de la personne – particulièrement des droits des femmes et des enfants. Des universités dispensent des cours du soir auxquels de plus en plus de femmes s'inscrivent, acquérant ainsi un niveau de compétence leur permettant de prétendre aux postes de responsabilité les plus élevés.

Plus de 10 ans après la terrible tragédie du génocide, les Rwandais et les Rwandaises sont animés d'une forte volonté d'unité et de réconciliation. Les femmes, actrices essentielles de la reconstruction communautaire, sociale et politique de leur pays, travaillent en solidarité avec les hommes pour assurer au Rwanda un avenir meilleur. ●

logement, ressources économiques, participation politique. À remarquer : les ODM présentent les femmes comme des mères, des femmes enceintes, des victimes, mais pas comme des agentes actives du développement. La participation des femmes n'est pas requise non plus dans la gestion des ressources naturelles et dans la garantie de la biodiversité.

Même si plusieurs critiques ont été prises en compte dans le projet de document final de la session de septembre 2005, soit la nécessité, par exemple, d'investir dans les infrastructures (eau, transport, énergie), de libérer les femmes des tâches ménagères et des soins aux proches, d'octroyer des droits aux femmes sur l'héritage, la propriété, la terre, de mettre fin aux discriminations dans l'emploi, il reste que les ODM sont en deçà des textes internationaux déjà adoptés lors des conférences onusiennes, surtout ceux qui concernent les femmes : Plate-forme de Beijing (1995), Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1979), Conférence du Caire sur la population, etc. Jusqu'en 2015, les pays consacreront leurs énergies à réaliser les ODM. Les agences d'aide au développement risquent de suivre le mouvement. Ce qui s'inscrirait comme un recul pour les femmes.

Révolution paysanne au Brésil

La mission du Mouvement des femmes paysannes (Movimento de Mulheres Camponesas) est d'œuvrer à la libération des travailleuses qui subissent tout type d'oppression et de discrimination. Cela se concrétise au sein d'organisations de base et grâce à un travail d'animation de groupes. Ainsi, la libération des femmes est-elle l'œuvre des femmes elles-mêmes.

CORINNE DOBLER

Le Mouvement des femmes paysannes est l'aboutissement d'une histoire de 20 ans d'organisations et de luttes des paysannes pour les droits sociaux et la construction de nouvelles relations, tant entre les êtres humains qu'avec la nature, ainsi que pour des politiques agricoles favorables aux paysans et aux paysannes.

CRÉATION D'UN MOUVEMENT NATIONAL

Jusqu'en 2004, c'est au niveau de chaque État du Brésil que les femmes se regroupaient au sein d'organisations de base pour mener les luttes et former des dirigeantes locales. Toutefois, la nécessité s'est faite sentir de réunir ces mouvements autonomes au sein d'un espace national – pensé, organisé et soutenu par les travailleuses rurales elles-mêmes – pour renforcer la recherche de la reconnaissance et la valorisation des femmes en tant que sujets historiques. Ce mouvement national serait au service de la lutte pour la dignité et l'égalité des femmes, comme de la classe des travailleuses et des travailleurs, capable de s'opposer au système capitaliste et au machisme. Ces efforts ont abouti au Congrès national du Mouvement des femmes paysannes, qui s'est tenu à Brasília du 5 au 8 mars 2004, réunissant 1400 femmes de tous les coins du Brésil.

Ce congrès a permis d'établir les objectifs du mouvement qui englobent les réalités les plus diverses des paysannes du Brésil: les petites agricultrices, les pêcheuses artisanes, celles qui cassent les noix de coco, celles qui travaillent dans la forêt et sur les rives amazoniennes, celles qui louent la terre qu'elles cultivent et celles qui se la partagent, celles qui la

possèdent mais sans titre légal, celles qui la squattent, les sans-terre, les travailleuses saisonnières, les journalières, celles qui vivent sur des terres collectives du Mouvement des sans-terre et les indigènes. Qu'est-ce que ces femmes ont toutes en commun? Elles sont toutes paysannes et elles produisent des aliments qui garantissent leur revenu et leur subsistance. C'est l'unification de ces expériences et la participation politique des femmes du monde rural qui confèrent au Mouvement des femmes paysannes toute sa légitimité, par son caractère à la fois féministe et paysan.

Aujourd'hui, celui-ci est actif en tant que mouvement national dans 19 des 24 États brésiliens et il ne cesse de consolider sa présence au Brésil tout entier. Sa structure varie passablement d'un État à l'autre, mais la direction est collective et compte des représentantes de tout le pays. Le secrétariat national est situé dans la municipalité de Passo Fundo, dans l'État du Rio Grande do Sul. Le mouvement possède aussi un bureau national dans la capitale, Brasília.

Les organisations de base réalisent des activités de formation dans le cadre de rencontres municipales, régionales et provinciales. On y traite actuellement du thème des pensions de vieillesse, devant la menace de projets de loi visant à abolir les conditions d'une assurance spéciale pour les paysans et les paysannes. Cette assurance publique, universelle et solidaire avait été arrachée par les mouvements sociaux et syndicaux lors de la réforme de la Constitution, en 1988. Dans le nouveau système projeté, les paysans et les paysannes devraient payer des contributions pour y avoir

L'auteure est membre du Movimento de Mulheres Camponesas du Brésil

Diane Trépanière,
Sans titre



droit. On estime que 77% des paysans et paysannes du Brésil seraient ainsi exclus du régime, étant incapables d'y contribuer. Un plus grand nombre de femmes en souffriraient, car dans une famille à peu de moyens, qui ne pourrait assurer qu'une personne, cette personne a bien des chances d'être le mari.

Grâce au Mouvement des femmes paysannes, les femmes apprennent leurs droits et sont invitées à une lutte concrète. La dernière grande mobilisation a été réalisée le 12 août 2005, lorsque des centaines de femmes ont protesté devant les édifices de la sécurité sociale dans plusieurs villes du Brésil.

PROJET POPULAIRE D'AGRICULTURE PAYSANNE

Une autre lutte actuelle est celle de la construction d'un Projet populaire d'agriculture paysanne. Le Mouvement des femmes paysannes croit, en effet, que pour s'opposer au modèle actuel de développement capitaliste, il faut avoir un projet qui suive les principes de l'agro-écologie qui se fonde sur la préservation de la vie, le contrôle des moyens de production, du travail et de la consommation, la transformation des relations humaines et le respect de la nature. L'agriculture conventionnelle, basée sur la monoculture et l'utilisation intensive de pesticides, est en train d'anéantir la nature et porte préjudice à la santé des personnes qui vivent en milieu rural et des consommateurs qui habitent les villes. Des maladies que l'on croyait éliminées sont en train de réapparaître. Les éléments chimiques qui entrent dans la production agricole extensive causent des maladies physiques et psychiques. Grâce à l'agriculture écologique, on produit des aliments plus sains. Les agriculteurs et les agricultrices sont davantage autonomes et ne dépendent pas de l'agrobusiness. Ils protègent et préservent la biodiversité avec leur production diversifiée, et ils produisent des aliments sains tant pour leur propre table que pour le marché.

Dans le cadre de ce Projet populaire d'agriculture paysanne, une lutte est menée pour la création d'une politique publique en faveur des femmes paysannes, à travers un crédit spécial qui leur serait accordé, afin de reconnaître et de valoriser le travail énorme réalisé par les femmes paysannes. Ce prêt sans intérêt permettrait d'affronter les sécheresses, les pluies diluviennes ou les grêlons, sans s'en-detter.

CONQUÊTE DE LA LIBERTÉ

Les femmes affrontent de nombreuses difficultés. La discrimination et la violence dont elles sont victimes compliquent leur organisation. Le simple fait de sortir de la

maison leur pose problème. Nombre d'entre elles n'ont pas encore acquis la liberté de dire: «Aujourd'hui j'ai travaillé, maintenant je vais à la réunion», ni le courage de confronter leur mari en lui répliquant tout bonnement: «J'y vais!» C'est déjà une conquête pour les femmes de pouvoir participer en se disant: «Ce n'est pas parce que je sors que la maison va tomber.»

Un autre obstacle qu'elles rencontrent est relatif à la façon dont est organisée l'agriculture d'intégration. Les femmes demeurent prisonnières parce qu'elles doivent obéir à des règles imposées par les entreprises comme Parmalat, qui les obligent, par exemple, à prendre soin en

permanence de leurs vaches. Tout est programmé: la traite, la remise du fourrage, etc., occupant tous les jours de la semaine. Même chose avec les poussins qui doivent être veillés jour et nuit, ce qui rend impossible la vie familiale. «Parfois, nous n'avons même pas le temps de nous asseoir vingt minutes», raconte Noémi Margarida Kreft, paysanne de l'État de Santa Catarina qui est membre de la

direction nationale du Mouvement des femmes paysannes.

Toutefois, le Mouvement a déjà à son actif plusieurs victoires politiques: la reconnaissance de la profession de travailleuse rurale dans la Constitution, le droit au congé payé de maternité, la retraite à 55 ans pour les femmes et à 60 ans pour les hommes, l'assurance salaire en cas d'accident de travail et de maladie, ou même l'aide juridique.

L'élection de Lula à la présidence du Brésil a suscité beaucoup d'espoir et d'attentes. Mais élire un président ne signifie pas accéder au pouvoir. Combien de représentants au parlement sont de fait engagés avec le peuple? Quels intérêts défendent-ils? Il est clair que les changements ne se feront pas les bras croisés; ils dépendront toujours de notre organisation et des luttes que nous serons capables de mener.

L'espoir réside ainsi dans l'augmentation continue du nombre des femmes organisées, dans la persévérance dans la lutte pour l'élargissement des droits sociaux, économiques et humains et dans la réalisation du projet populaire d'agriculture. Devant l'individualisme qui se répand toujours plus et atrophie le sens de la justice et de l'indignation, il est nécessaire de s'approprier de nouveau des valeurs et des pratiques culturelles fondamentales comme de tisser des réseaux de solidarité, de partager, de troquer et d'utiliser des produits naturels...

Le Mouvement des femmes paysannes a un grand rêve: une société nouvelle. Parce que c'est seulement en rêvant qu'on peut continuer à lutter, chaque jour, pour la dignité de la vie. Comme mouvement féministe et paysan, nous avons une devise: «Sans féminisme, pas de socialisme!» ●

L'espoir réside ainsi dans l'augmentation continue du nombre des femmes organisées, dans la persévérance dans la lutte pour l'élargissement des droits sociaux, économiques et humains et dans la réalisation du projet populaire d'agriculture.

Les Philippines contre le trafic sexuel

Les Philippines ont une longue histoire de luttes contre la domination étrangère et l'oppression des femmes. Elles se sont unies pour obtenir de meilleurs emplois, le droit de vote et l'accès à l'éducation. Devant les nouveaux défis de la mondialisation et du trafic sexuel, les organisations féministes ont fondé une alliance nationale, Gabriela.

LIZA LARGOZA MAZA

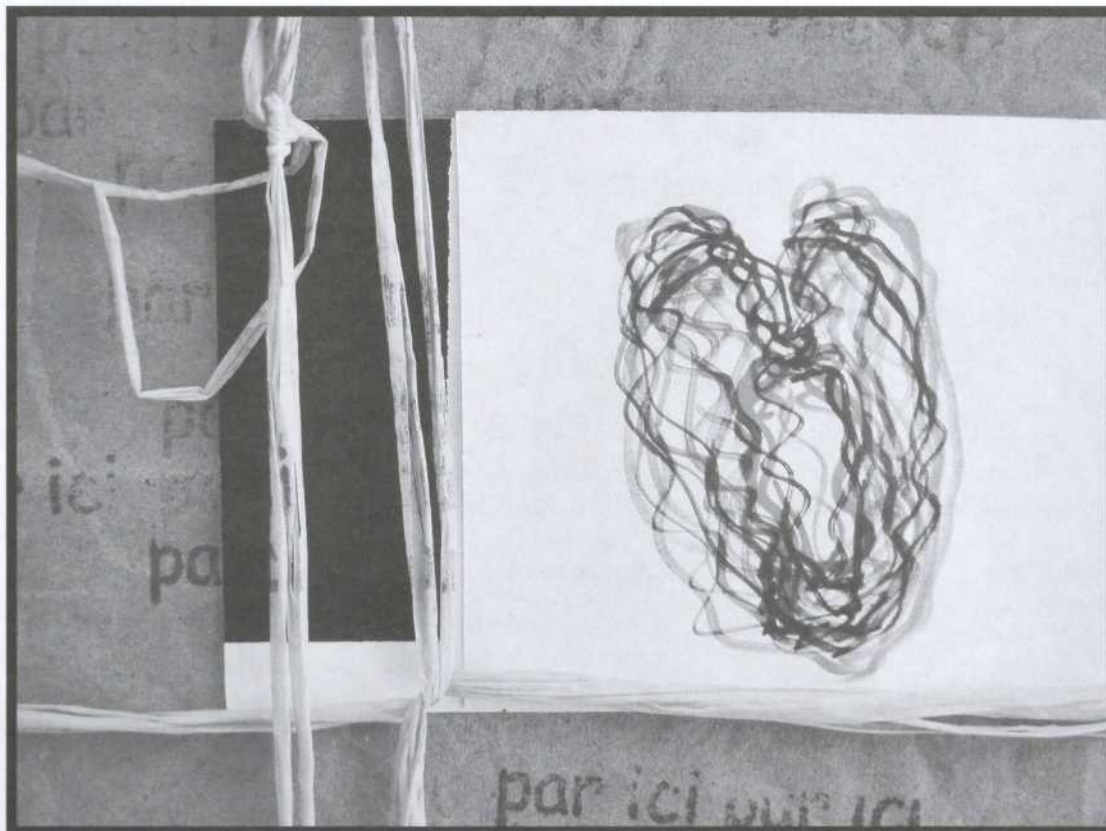
Ancienne colonie espagnole (XVI^e s.) puis étasunienne (XIX^e s.), les Philippines n'ont acquis leur indépendance qu'en 1946. Toutefois, l'influence des États-Unis y est encore omniprésente. De 1965 à 1985, la dictature de Marcos a ruiné le pays, instauré un système de corruption et la population vit toujours dans la grande pauvreté qu'elle a laissée derrière elle. C'est dans ce contexte

que les groupes de femmes créent une alliance, en 1984, qu'elles nomment Gabriela en l'honneur d'une militante qui a participé à la révolte contre les Espagnols, Gabriela Silang. Cette alliance lutte d'abord contre la dictature des Marcos, puis dénonce la présence des bases militaires étasuniennes, le trafic sexuel des femmes et des enfants et les effets négatifs de la mondialisation.

Gabriela regroupe plus de 250 organisations de femmes de tous les horizons sociaux : paysannes, ouvrières, religieuses et professionnelles. Ces organisations travaillent aux enjeux touchant les femmes tels que la négation de leurs droits, la violence contre les femmes et les enfants, la prostitution et le trafic sexuel. Parallèlement, les membres de Gabriela s'appliquent à promouvoir des attitudes sociales positives par des activités culturelles et de l'éducation populaire.

Ses membres mettent de l'avant une approche intégrale de l'émancipation des femmes. Elles croient que celle-ci passera par la résolution des problèmes issus de la domination étrangère, de la dépossession des terres, de la répression politique et par le changement des valeurs de la société patriarcale.

L'auteure est sénatrice, membre du Gabriela Women's Party



Diane Trépanière,
Sans titre, 2005

EXPULSION DES MILITAIRES

La première bataille de cette alliance a été de s'opposer au renouvellement de l'accord militaire signé en 1947, qui permettait aux États-Unis d'installer dans l'archipel le plus important complexe militaire hors de leurs frontières. Ce traité autorisait l'occupation du territoire philippin par des forces militaires étrangères, plus particulièrement des États-Unis, tout en assurant l'immunité à ces belligérants étrangers. Gabriela a dénoncé les impacts de cette occupation pour les femmes dont l'accroissement de la prostitution, des viols et des abus sexuels. De nombreuses manifestations ont été organisées demandant l'expulsion de ces militaires et dénonçant les atteintes aux droits des femmes et de la personne perpétrées par ces militaires.

Ces bases militaires, plus d'une vingtaine, ont contribué au développement de l'industrie du sexe par la création de centaines de bordels à proximité des bases. À Olongapo – ville du Nord des Philippines construite autour d'une importante base militaire –, plus de 330 commerces en lien avec les industries du sexe – bars, salons de massage, agences d'escortes – ont été ouverts durant cette occupation militaire. Près de 32 000 hôtesses y ont été recensées. Entre 1981 et 1988, il y a eu 15 cas d'abus sexuel sur des enfants de 11 à 16 ans qui ont été rapportés. La création d'une commission des droits de la personne, en 1987, n'a

pas permis de punir les coupables. Ce sont les manifestations, organisées par les membres de Gabriela et leurs alliés, qui ont forcé le gouvernement à abandonner le renouvellement de ce traité qui prenait fin en 1991.

L'IMPACT DE LA MONDIALISATION SUR LES FEMMES

La mondialisation et l'intégration de l'économie dans le nouvel ordre mondial s'incarnent dans le plan d'ajustement structurel intitulé Philippines 2000. Introduit par le président Fidel Valdez Ramos, ce plan d'ajustement structurel impose la libéralisation, la déréglementation et la privatisation de plusieurs secteurs de l'économie philippine avec d'énormes coûts sociaux pour les femmes.

En 1994, Gabriela a signalé les effets négatifs pour les femmes de ces politiques lors du Women's International Solidarity Affair in the Philippines (WISAP), regroupant 50 représentantes d'organisations de différents pays. En 1996, lors de la rencontre des membres de l'APEC tenue à Manille, elles ont dénoncé la précarité des travailleuses de cette nouvelle économie. Les femmes travaillant dans les usines de textiles, électroniques et de l'alimentation, secteurs dans lesquels 95% des emplois sont féminins, se plaignent des faibles salaires, du manque d'avantages sociaux, des heures supplémentaires obligatoires, des quotas de production excessifs, de la discrimination et des abus sexuels. Elles n'ont pas le droit de se regrouper pour faire valoir leurs griefs puisque le gouvernement et les industries

Les Femmes en noir

NADA SEFIAN

Le mouvement Femmes en noir a été fondé en Israël à l'initiative d'un petit groupe de femmes israéliennes, à la fin 1987, alors qu'éclate la première *Intifada* dans les Territoires occupés. Hagar Roublev, militante pour la paix, propose de s'inspirer du modèle argentin des « Folles de la Place de Mai », ces mères et grands-mères qui, sous la dictature – et jusqu'à tout récemment –, se réunissaient chaque semaine, à la même heure, devant le siège du gouvernement, pour réclamer la lumière sur l'enlèvement et la disparition de leurs enfants. Ainsi, les Femmes en noir se retrouvent tous les vendredis dans les principales villes israéliennes – notamment à Jérusalem – vêtues de noir, avec des banderoles aux slogans rassembleurs tels que « Halte à l'occupation »; « Démantèlement des colonies »; « L'occupation nous tue ».

Ces manifestantes subissent des agressions verbales et parfois physiques de la part des passants, car elles brisent le silence, osant dire publiquement qu'il n'y a pas de « paix possible sans justice ». Leurs actions courageuses ont pour

résultat de réunir des femmes de tout horizon politique. En août 1988, des féministes italiennes du mouvement, qui effectuaient des actions de solidarité avec des femmes palestiniennes, ont réussi à créer un espace politique commun entre les israéliennes et les palestiniennes malgré la méfiance de ces dernières à l'égard de femmes d'un pays oppresseur. Une conférence conjointe a eu lieu avec la participation non officielle de 55 palestiniennes.

La guerre du Golfe, en 1991, a fait obstacle à ce rapprochement, car plusieurs femmes soutenaient la guerre tandis qu'une faible partie s'y opposait. Avec la deuxième *Intifada*, certaines membres de Femmes en noir se sont découragées face à l'idée de recommencer la lutte contre l'occupation avec les faibles moyens financiers à leur disposition. En août 2005, des Palestiniennes et des Israéliennes ont organisé, à Jérusalem, une conférence de Femmes en noir qui avait pour thème: « Les femmes résistent contre la guerre et l'occupation ». Elle avait pour but de resserrer les liens de collaboration des deux côtés de la frontière. Des participantes extérieures sont allées à Ramallah, afin de rencontrer des Palestiniennes des Territoires occupés. Elles ont pu constater les énormes difficultés qui doivent être surmontées pour obtenir la paix dans cette région. Il est difficile pour les Palestiniennes des

L'auteure est fondatrice de Dialogue-Montréal, un groupe en faveur de la paix en Palestine

ont imposé une politique de non-syndicalisation et anti-grève afin d'assurer « l'harmonie » dans ces secteurs industriels en développement.

La conversion des terres agricoles au profit des industriels étrangers et du développement du tourisme a appauvri plusieurs communautés rurales. Beaucoup d'hommes d'affaires ont tiré avantage de la précarité d'un grand nombre de femmes. Le développement de l'industrie touristique s'est complété par la promotion de la vente de femmes aux visiteurs étrangers. La « traite de la chair » y est de plus en plus prospère et un nombre croissant de femmes sont forcées à la prostitution. Les groupes de femmes ont signalé l'augmentation constante du nombre d'enfants impliqués dans la prostitution. Par exemple, 60 % des enfants des rues « chaudes » de Quezon sont atteints de maladies transmissibles sexuellement. Beaucoup d'enfants se prostituent de façon occasionnelle et un nombre croissant de mineurs sont embauchés à titre d'escortes.

LE TRAFIC SEXUEL : L'HÉRITAGE DE MARCOS

Le trafic sexuel des femmes et des enfants a été au centre des préoccupations des membres de Gabriela. La politique d'exportation de la main-d'œuvre (Labour Export Policy), instaurée sous la dictature de Ferdinand Marcos, a permis le trafic sexuel de milliers de femmes et d'enfants.

Territoires occupés de rencontrer les Israéliennes parce que l'État d'Israël n'émet que rarement des visas aux Palestiniennes et il interdit aux Israéliennes de se rendre en Cisjordanie pour des « raisons de sécurité ».

Aujourd'hui, Femmes en Noir est devenu un réseau d'engorgement internationale. Il existe plus de 250 collectifs de Femmes en Noir dans le monde. Ces différents collectifs organisent des actions spontanées comme des *sit-in*, des marches et des rondes silencieuses en solidarité avec les Femmes en noir israéliennes et palestiniennes, contre la guerre en Irak ou en Tchétchénie, ou dans leur propre pays. Ils signifient leur opposition aux modèles patriarcaux du colonialisme. D'autres s'opposent aux politiques locales de leur gouvernement envers les immigrants, à l'expulsion de réfugiées et ils soutiennent le mouvement des sans-papiers. Les Femmes en Noir de Belgrade, depuis octobre 1991, protestaient chaque mercredi contre la guerre, les viols et la purification ethnique tout en renforçant le réseau de solidarité avec les femmes de Croatie, de Bosnie, de Slovaquie, du Kosovo et du Monténégro.

Pour en savoir plus, consultez le site Internet <www.femmesnoir.org>.

La politique d'exportation de la main-d'œuvre (Labour Export Policy), instaurée sous la dictature de Ferdinand Marcos, a permis le trafic sexuel de milliers de femmes et d'enfants.

Aujourd'hui, les Philippines sont le premier pays exportateur de main-d'œuvre : c'est plus de 8 millions de Philippins – dont 55 % sont des femmes – qui sont forcés à l'exil pour travailler dans 186 pays. Les femmes quittent le pays à titre de travailleuses domestiques, hôtesse, mariées par correspondance ou prostituées. Aujourd'hui, ces immigrantes soutiennent l'économie nationale en y injectant plus de 8 milliards de dollars par année.

Afin de contrer l'isolement des femmes migrantes, elles forment le réseau Gabnet (Gabriela Network). Il vise à permettre à ces travailleuses de s'organiser à l'étranger et d'améliorer leurs conditions par la création de groupes de soutien dans les pays hôtes qui, bien souvent, ne leur offrent aucune protection. Ce réseau est présent dans de nombreuses villes des États-Unis, du Japon, du Canada et de pays européens dont la France, l'Italie et la Grande-Bretagne.

Par l'entremise de l'alliance, les groupes de femmes ont dénoncé le commerce du corps des femmes qui opérait sous le couvert de cette politique de migration forcée. Une campagne internationale, Purple Rose Campaign, est lancée afin d'attirer l'attention de la communauté internationale sur ce trafic sexuel. À la suite des pressions internationales et des nombreuses dénonciations, le *Anti-Traffick in Person Act* est adopté en 2003. Cette loi rédigée à partir des recommandations des membres de Gabriela s'attaque aux causes du trafic – la pauvreté et le non-respect des droits des femmes – et pénalise les responsables, c'est-à-dire les trafiquants ainsi que les militaires coupables d'abus.

L'ARÈNE POLITIQUE

Depuis le 11 septembre 2001, plusieurs organisations ont été abusivement identifiées comme terroristes. Gabriela n'y échappe pas, elle qui a souvent été considérée comme une organisation communiste. L'an dernier, cinq militantes de Gabriela ont été assassinées pour avoir dénoncé la répression militaire dans certaines zones rurales tandis que beaucoup d'autres sont régulièrement harcelées par les militaires. Lors des dernières élections, plusieurs de leurs candidates ont reçu des menaces de mort, subi des agressions et leurs locaux ont été vandalisés.

Récemment, Gabriela formait un parti politique, le Gabriela Women's Party, et mettait en candidature des femmes lors des élections municipales, régionales et nationales. Malgré les fraudes et les violences qui accompagnent les élections, le parti a recueilli près de 4 % des votes. Ces candidates ont permis le dépôt de projets de lois favorables aux femmes et au respect de leurs droits. ●

Le monde des hommes

Les femmes sont de toutes les luttes, qu'elles soient au Sud ou au Nord. Quand ce ne sont pas les formes les plus traditionnelles voire archaïques du patriarcat qui les oppriment, ce sont le capitalisme et la technocratie qui maintiennent, tout en la masquant, la division inégalitaire entre les sexes. Car le pouvoir demeure une prérogative masculine. Pourtant, ce n'est que par l'égalité entre les hommes et les femmes que l'idéal d'une société plus juste peut être atteint.

NICOLE LAURIN

L'auteure est sociologue

La femme est l'avenir de l'homme, dit le poète. Or, les femmes vivent dans le monde des hommes et celui-ci court à sa perte. Dans ce monde, les femmes ont des problèmes, comme tous les opprimés et les exclus.

LES EXPLOITÉES DU SUD

Dans les pays en développement, elles souffrent de malnutrition et de maladies contagieuses, notamment du sida. Peu ou pas scolarisées, même chez les jeunes, elles vivent dans une pauvreté parfois extrême. Leur travail domestique est accablant et, souvent, elles doivent aussi cultiver la terre. L'emploi salarié, l'artisanat et le petit commerce leur procurent des revenus dérisoires. Plusieurs États de l'hémisphère sud ne reconnaissent aux femmes aucun droit ou aucune capacité juridique. Elles demeurent leur

vie durant sous la tutelle de leur famille, de leur belle-famille, de leur mari. Toutes les violences peuvent leur être infligées. Il manque 15 millions de filles en Chine chez les enfants de 0 à 14 ans et l'Inde se dirige vers un déficit semblable; on les élimine maintenant avant la naissance. D'autre part, cent trente millions de femmes dans le monde ont subi l'excision ou une mutilation

sexuelle; chaque année, deux millions de fillettes encourent ce risque. Des femmes en grand nombre sont stérilisées sans leur consentement; le fait est bien documenté dans le cas du Brésil. Plus du tiers des jeunes filles dans les pays en développement se marient avant l'âge de 18 ans; il n'est pas

rare qu'elles y soient forcées. Des adolescentes sont mobilisées dans les conflits armés et les femmes font partie du butin de guerre. En outre, des dizaines de milliers de femmes et de fillettes sont achetées et vendues comme de simples marchandises sur le marché du mariage, de la prostitution ou de la pornographie, au profit d'une industrie du sexe en croissance, à l'échelle locale et internationale. Les femmes des pays du Sud forment un large contingent d'immigrantes forcées ou volontaires vouées au travail domestique et au soin des enfants dans les familles des pays riches. Elles y occupent aussi d'autres emplois misérables, souvent clandestins, sans protection sociale.

La condition des femmes dans plusieurs sociétés du Sud reflète des modes archaïques de rapports entre les sexes. Leur persistance toutefois est largement tributaire de l'exploitation économique et de la tyrannie politique qu'y subissent les populations – et ce, dans le contexte de la mondialisation néolibérale, avatar du colonialisme qui les a longtemps tenues sous le joug. Un niveau de vie général plus élevé faciliterait l'émancipation des femmes. Cette dernière dépend pour une bonne part de l'accès à des ressources matérielles et culturelles suffisantes, notamment à l'éducation. En retour, l'égalité entre les sexes réduit la pauvreté et favorise l'équilibre démographique.

L'OPPRESSION DES FEMMES

En comparaison, les sociétés européennes et nord-américaines représentent un paradis pour les femmes. Elles ont des droits, elles sont scolarisées. Elles bénéficient de services sociaux et médicaux, elles peuvent planifier les naissances. Les métiers, les professions, les fonctions civiques et politiques leur sont accessibles. Cette situation résulte d'un siècle de luttes féministes mais elle répond aussi aux besoins de l'économie capitaliste des pays dominants. Depuis une trentaine d'années, l'exploitation de la force de travail des femmes augmente à un rythme effréné. Elles sont mobilisées sur tous les fronts: l'emploi salarié ou autonome, le travail domestique, la prise en charge des enfants et d'autres personnes dépendantes, l'engagement communautaire et le bénévolat. Une large part de ce travail est gratuit. Sur le marché, il reçoit un salaire bien inférieur



dans l'ensemble à celui du travail masculin; il est notoirement précaire et non syndiqué. D'autre part, les femmes ne peuvent plus compter sur la présence et l'apport financier d'un conjoint, à long terme. Les familles monoparentales ont le plus souvent pour chef une femme, et un grand nombre se retrouve à l'aide sociale.

Dans toutes les sociétés, il faut le souligner, les femmes des classes privilégiées ont plus de chance que les autres. Elles jouissent de certains avantages économiques et sociaux, grâce à la position d'un père, d'un conjoint ou par leurs propres moyens. Toutefois, elles n'échappent nullement au sexisme, à l'exploitation sexuelle, à la violence et à bien d'autres problèmes. Il faut pourtant cesser de définir les femmes seulement par leurs problèmes. On occulte ainsi la division profonde entre hommes et femmes, au sein d'un monde qu'on dit commun. Cette division universelle, intériorisée et jugée naturelle, est prise dans la trame même des rapports sociaux. Elle résiste au temps, aux changements quantitatifs et qualitatifs. Les femmes sont socialement définies par leur matérialité, leur corps: ce qui apparaît comme leur nature. Celle-ci est caractérisée par les divers attributs qu'on leur prête. Dès lors, elles peuvent être objectivées, appropriées, exploitées, mises au service des hommes, individuellement et collectivement. La «race» est construite de la même manière; sexisme et racisme ont partie liée.

UNE ÉMANCIPATION MITIGÉE

Le XX^e siècle, dans les pays démocratiques, a ouvert aux femmes une marge de liberté et d'autonomie qui n'a pas de précédent dans l'histoire. Mais à quel prix! La double journée de travail, bien souvent aussi la charge des enfants, la pauvreté, la solitude, conséquences du désengagement des hommes de leurs responsabilités conjugales et familiales. L'alliance entre les sexes, fondée sur la complémentarité des rôles et des responsabilités dans le couple et dans la société, n'a plus cours. Les femmes font presque tout: elles assurent une grande part de l'activité salariée outre le travail domestique, le soin des personnes, la socialisation des enfants, les relations d'échange et d'entraide dans la famille, le quartier, la localité. En somme, la reproduction de l'humanité.

Le mouvement des femmes, dans ses diverses composantes, mène la lutte sur tous les fronts: les droits et la législation, la participation à la vie civique et politique, la protection contre la violence et la discrimination, la syndicalisation, l'équité salariale, etc. Longtemps, les besoins des femmes des pays pauvres et dominés ont reçu trop peu d'attention; désormais, ils sont jugés prioritaires. De même, avec un certain retard, les revendications des autochtones, des immigrantes, des femmes de couleur sont prises en compte par le mouvement. Toutes ces revendications sont portées au grand jour à l'occasion de manifestations, de forums, de ralliements souvent très vastes, telle la Marche mondiale des femmes. Les recherches, commissions d'études, rapports, résolutions, recommandations se succèdent. De même, les forums et les Conférences nationales, en plus des cinq Conférences mondiales sur les femmes et la Décennie de la femme, placées sous l'égide des Nations unies. D'autre part, on assiste à la création d'un nombre impressionnant d'organisations gouvernementales ou non gouvernementales, de groupes communautaires, de réseaux. Ils répondent à diverses demandes. Dans le Sud, la

Diane Trépanière.
Installation dans le
parc Émilie-Gamelin
à Montréal dans le
cadre de la Marche
mondiale des
femmes, 2000

Le patriarcat théorisé

Les intellectuelles féministes ont élaboré différentes théories pour conceptualiser et expliquer les rapports sociaux de sexes. Les théories dites de la différence mettent l'accent sur les modes de pensée, les structures psychiques, l'expérience existentielle qui seraient propres aux femmes. Cette culture, peu compatible avec les pratiques et les valeurs masculines, serait à l'origine de l'oppression du féminin. D'autres thèses invoquent l'exercice de la force de la part des hommes, la concentration entre leurs mains des armes, des biens, des moyens de production et, en contrepartie, la dépendance que la maternité entraîne pour les femmes. Les théories dites matérialistes reprennent la conception marxiste des classes sociales, en l'adaptant à la division entre les sexes. Elle serait fondée sur l'exploitation du travail des femmes, dans les procès de la production domestique et de la reproduction. La domination masculine, organisée au sein de la famille, de l'État et d'autres institutions assure le maintien de ces rapports entre les classes de sexe. Les concepts de sexage et de patriarcat sont associés à ces théories. Plus récemment, les théoriciennes ont privilégié la notion de genre, défini comme une construction sociale, sur la base du sexe biologique. Le genre varie selon les époques, les modes de vie et les cultures. L'exploration de la différence de genre a produit un grand nombre de recherches. Selon les thèses post-modernistes, le genre s'inscrit dans un continuum. Dès lors, il pourrait faire l'objet d'un choix d'ordre identitaire, au même titre que l'orientation sexuelle, l'ethnicité, l'affiliation religieuse ou politique. D'autre part, on insiste actuellement sur la nécessité de penser la pluralité, l'hétérogénéité sociale et culturelle du groupe des femmes. En particulier, l'imbrication des dominations sexiste et raciste et de la domination de classe. À la limite, certains travaux préconisent l'abandon du sujet «femmes», la déconstruction de cette catégorie. **NICOLE LAURIN**

priorité est donnée à l'éducation, la santé, le planning familial, l'acquisition de moyens de travail et de ressources financières. Dans le Nord, des services de toutes sortes sont offerts aux femmes : aide à l'emploi, aide juridique, orientation et formation professionnelle, cuisines communautaires, maisons d'hébergement, garderies, etc.

Toutefois, plusieurs de ces initiatives relèvent d'un mode de gestion néolibérale et technocratique des femmes, en particulier dans les pays en développement. Les projets sont encadrés par les expertes des ONG, soumis aux normes du FMI et d'autres appareils de contrôle internationaux. Dans les pays du Nord, la participation de féministes à certaines instances de l'État facilite le soutien et la réussite de leurs projets. Par contre, elle entraîne la cooptation et la bureaucratisation d'une large fraction du mouvement. En outre, de plus en plus de femmes dépendent étroitement de l'État pour leur survie : jeunes et âgées sans ressources, chômeuses, mères sans conjoint et autres. Les femmes sont ainsi devenues une catégorie d'ordre administratif et la cible d'une gestion spécifique.

Les femmes ont fait d'importants progrès mais il reste un long chemin à parcourir. Au Nord comme au Sud, elles doivent continuer de s'organiser et mobiliser leurs forces pour contrer le sexisme, en premier lieu ses formes les plus meurtrières.

L'État, institution patriarcale par excellence, envahit et régit la vie des femmes, prenant le relais du père ou du mari. On peut se demander si l'action des pouvoirs publics auprès des femmes et des enfants n'a pas pour résultat de libérer les hommes des femmes et non l'inverse.

LUTTE DES CLASSES

Le pouvoir est masculin. Il l'a toujours été mais il prend une nouvelle envergure. Il se déploie sur le monde entier, au plan local, national et international. Une classe domine la terre, exploite ses ressources et ses habitants, décide de leur avenir.

Elle a ses assises dans les grandes entreprises multinationales de production de biens et services. Elle s'organise dans les associations mondiales qui représentent les domaines de la science, de la technologie, de la finance, du commerce et d'autres secteurs clés. Elle dirige les Nations unies et leurs organismes : FMI, OMC, UNESCO et autres. Elle contrôle en partie les ONG. Elle gouverne les fidèles des grandes religions. Il s'agit d'une classe de riches, de puissants, de décideurs, de penseurs dont la très grande majorité sont des hommes. Le sort du monde est entre leurs mains.

L'avenir des femmes est inquiétant. Le pouvoir leur échappe. D'une part, la capacité de mener leur vie de manière autonome, ce qui exige la disposition des moyens et ressources nécessaires. D'autre part, la capacité d'exercer

Un comité du 8 mars

MARIE BOTI

L'auteure, militante féministe, est membre du Comité de coordination et d'action des femmes de diverses origines pour le 8 mars

Pour une 5^e année consécutive, un regroupement de femmes issues de diverses communautés culturelles organise une célébration du 8 mars à leur image : une manifestation militante, progressiste et portant sur des enjeux internationaux et locaux.

Le Comité de coordination et d'action des femmes de diverses origines pour le 8 mars a été formé, il y a six ans, à l'initiative du Centre des travailleurs et travailleuses immigrants. Il est composé de femmes actives au sein de leur communauté : Philippines, Iraniennes, Sud-Asiatiques, Chinoises, Palestiniennes, Autochtones et militantes d'ici. Le comité se préoccupe, entre autres, des enjeux qui touchent les pays dits du « tiers-monde » et du sort des femmes du Québec, issues de l'immigration.

Face à la difficulté de se faire entendre au sein du mouvement des femmes en général, le comité organise des activités lors de la Journée internationale des femmes afin de sensibiliser, d'informer et de rendre visibles, auprès de la population, les liens entre les politiques économiques

mondiales et la situation des femmes, des situations qui marginalisent autant les femmes que leurs familles, ici et ailleurs. Leurs actions se veulent solidaires avec les femmes du monde entier. Elles ont élaboré une plate-forme de revendications qui définit les principes et l'orientation du comité : il est anticapitaliste et anti-impérialiste.

« Nous voulons être visibles ! » était le thème de la première manifestation organisée en 2002. L'événement ayant été un succès, l'expérience s'est poursuivie en 2003. C'était en plein préparatifs de l'invasion de l'Irak par les États-Unis et dans la foulée des mesures soi-disant anti-terroristes qui réprimaient les communautés culturelles. Le choix du thème était tout désigné : « Les femmes contre la guerre chez nous et à l'étranger ». Le collectif régional Simonne-Monet-Chartrand de la Fédération des femmes du Québec s'est joint au groupe pour l'organisation des activités et la manifestation.

L'expérience se poursuit en 2004, sous le thème « Femmes, migration et frontières ». Il y a été discuté du trafic de femmes, des luttes contre les déportations, de la situation des femmes comme butins de guerre et des pistes d'actions. En 2005, l'accent a été mis sur la culture avec la participation d'artistes de multiples horizons tant par leurs



Diane Trépanière,
Sans titre, 2001

leur influence dans l'espace social et politique, d'orienter le cours des choses, de bâtir le monde de demain. Elles jouent un rôle mineur dans les grandes institutions politiques, économiques, religieuses. Par contre, elles sont présentes dans les mouvements réformistes ou contestataires – syndicalistes, socialistes, anarchistes, altermondialistes, environnementaux, pacifistes, antiracistes – mais on ne leur prête pas assez d'attention. De plus, au Nord comme au Sud, les idéologies conservatrices et les mouvements fon-

damentalistes gagnent sans cesse du terrain. Ils menacent les acquis des luttes féministes et entravent toute démarche d'émancipation.

UN NOUVEAU PACTE SOCIAL S'IMPOSE

Les femmes ont fait d'importants progrès mais il reste un long chemin à parcourir. Au Nord comme au Sud, elles doivent continuer de s'organiser et de mobiliser leurs forces pour contrer le sexisme, en premier lieu ses formes les plus

pratiques artistiques que par leur diversité culturelle. Le thème de la journée d'échange était « Réingénierie mondiale: féminisation de la migration et de l'esclavage moderne ».

Parfois, ces journées ont été dédiées à des militantes disparues, dont Zahra Kazemi, photo-reporter canadienne tuée par les autorités de son pays d'origine, l'Iran; Mila Abrar, jeune femme sud-asiatique poignardée et défigurée dans une toilette publique de Montréal, dont le meurtrier est toujours en liberté; et Rachel Corrie, jeune militante américaine écrasée par un char d'assaut israélien en Palestine.

Chaque année, le comité organisateur varie selon les disponibilités des femmes. Tout le travail est bénévole. Les femmes se rencontrent le samedi matin autour d'un goûter communautaire. La bonne humeur, l'intelligence et le partage d'expérience donnent des résultats qui dépassent la simple planification. Des amitiés se forment et des solidarités se tissent. Les défis sont nombreux: peu de temps pour faire tout ce qui est proposé; la diversité linguistique (le français et l'anglais sont la deuxième et troisième langue pour plusieurs de ces femmes); l'élaboration d'un programme qui doit rejoindre non seulement les diverses

communautés culturelles, mais aussi la majorité francophone; le manque de ressources et surtout le manque de financement...

Malgré les difficultés, la diversité des compétences des organisatrices assure la réalisation de cet événement unique, riche d'apprentissage et de solidarité tant pour les organisatrices que pour les participantes et participants.

C'est sous le thème « Féminisme global et transformation sociale » que portera l'événement de 2006 qui aura lieu les 3 et 4 mars, à l'Université Concordia. Le comité a invité des féministes des quatre coins du globe et des femmes d'ici, des militantes engagées dans leur communauté, dans une perspective de transformation sociale: Sandra Moran, du Centre national des femmes (Guatemala); Marilou Carrillo, du Centre des femmes philippines (Vancouver); Zleikha Muhtaseb, des Équipes chrétiennes d'action pour la paix (Christian Peacemaker Teams) et du Centre Ibrahim pour le développement social (Palestine); Ginette Apellon, dirigeante syndicale d'Haïti et plusieurs autres.

Pour plus de renseignements, communiquez avec le Centre des travailleurs et travailleuses immigrants, au (514) 342-2111.

meurtrières. Elles doivent être présentes à toutes les instances de décision nationales et internationales. Exiger la parité dans les organisations : dans leur syndicat ou leur coopérative locale comme à l'assemblée des Nations unies. S'assurer d'une participation égalitaire aux débats et à la mise en œuvre des politiques. Dans les partis comme dans les groupes contestataires, inscrire leurs priorités à l'ordre du jour et celles des femmes qui n'ont pas encore de voix. Certes, l'opinion des femmes n'est pas homogène, leurs convictions politiques, morales ou religieuses diffèrent. Elles n'ont pas non plus de vertus ou de mérites particuliers. Néanmoins, elles ont des droits; elles doivent pouvoir les exercer efficacement.

Un nouveau pacte social entre les hommes et les femmes s'impose de toute urgence. Il faut renouveler les rapports entre les sexes, dans la vie privée et publique. Au-delà des enjeux individuels, locaux ou nationaux, la recherche de solutions collectives est indispensable. Ce

nouveau pacte doit reposer sur l'égalité et la juste répartition des ressources économiques et du pouvoir entre les hommes et les femmes. Nous sommes encore loin de cette situation idéale dans l'un et l'autre hémisphères. Le patriarcat, sous toutes ses formes, ne cèdera pas aisément. Cependant, il aliène et pervertit la condition masculine; les hommes en sont de plus en plus conscients, les jeunes notamment. Une volonté commune doit prendre corps. Les hommes et les femmes peuvent ensemble transformer les institutions où s'organisent leurs relations, établir de nouvelles formes d'échange, de coopération et de complémentarité. En premier lieu, dans le couple et la famille, mais aussi dans le monde du travail et les diverses institutions de la vie sociale. Sur cette base seulement pourra-t-on sauver le monde, l'orienter vers un avenir meilleur. Ce n'est ni une utopie, ni un rêve mais une nécessité absolue : l'objectif que la continuation de la lutte doit se fixer. ●

L'auteure remercie Louise Dionne et Louise Boivin pour leur précieuse collaboration. Merci aussi aux auteurs du numéro Hors Série 2006 de *La vie en rose*, source d'information et d'inspiration.

POUR PROLONGER LA RÉFLEXION

LIVRES

- AGARWAL, Bina (sous la direction de), *Structures of patriarchy: state, community and household in modernising Asia*, Londres/New Delhi, Zed Books Ltd/Kali for Women, 1988.
- BIDET-MORDREL, Annie (sous la direction de), *Les rapports sociaux de sexe*, Paris, Presses universitaires de France, 2001.
- BOURDIEU, Pierre, *La Domination masculine*, Paris, Seuil, 1998.
- BUTLER, Judith, *Trouble dans le genre: Pour un féminisme de la subversion*, Paris, La Découverte, 2005.
- DAYRAS, Michèle (sous la direction de), *Femmes et violences dans le monde*, Paris, L'Harmattan, 1995.
- DUMONT, Micheline et TOUPIN Louise, *La pensée féministe au Québec: Anthologie 1900-1985*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2003.
- EHRENREICH, Barbara et HOCHSCHILD Arlie, *Global Woman: Nannies, Maids, and Sex Workers in the New Economy*, New York, Metropolitan Books, 2003.
- FALUDI, Susan, *Backlash: La guerre froide contre les femmes*, Paris, Éditions des femmes, 1993.

- FOUGEYROLLAS, D., LÉPINARD, E., VARIKAS, E. (sous la direction de), *Féminisme(s): penser la pluralité*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- GUENIVET Karima, *Violences sexuelles: La nouvelle arme de guerre*, Paris, Michalon, 2001.
- GUILLAUMIN, Colette, *Sexe, race et pratique de pouvoir: L'idée de nature*, Paris, Côté-Femmes, 1992.
- HILL COLLINS, Patricia, *Black Feminist Thought: Knowledge, Consciousness, and the Politics of Empowerment*, Boston, Unwin Hyman, 1990.
- LAMOUREUX, Diane, *L'amère patrie. Féminisme et nationalisme dans le Québec contemporain*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2001.
- MENSAH, Maria Nengeh (sous la direction de), *Dialogues sur la troisième vague féministe*, Montréal, Les Éditions du remue-ménage, 2005.
- NDUWIMANA, Françoise, *Le droit de survivre: femmes, violence sexuelle et VIH/sida*, Montréal, Droits et démocratie, 2004.
- ROY, Marie-Andrée, *Les ouvrières de l'Église*, Montréal, Médiaspaul, 1996.
- ST-HILAIRE, Colette, *Quand le développement s'intéresse aux femmes: le cas des Philippines*, Paris, L'Harmattan, 1995.
- TAHON, Marie-Blanche (sous la direction

de), « Rapports sociaux de sexe », *Recherches sociologiques*, vol. XXX, n° 3, Louvain, 1999.

TRÉPANIÈRE, Diane, *Des pas sur l'ombre: Témoignages d'intervenantes en maisons d'hébergement*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2004.

WICHTERICH, Christa, *La femme mondialisée*, Arles, Solin/Actes Sud, 1999.

SITES

- <www.mmcbrasil.com.br> : Mouvement des paysannes brésiliennes (portugais)
- <www.cybersolidaires.org> : Cybersolidaires
- <www.globalwomenstrike.net> : Grève mondiale des femmes
- <www.famafrique.org> : Femmes d'Afrique francophone
- <www.marchemondiale.org> : Marche mondiale des femmes
- <www.womenaction.org> : Women Action

VIDÉOS

- Matrubhoomi, un monde sans femmes*; réalisateur : Manish Jha; production : Ex Nihilo & SMG Productions; distribution : Diaphana; France/Inde, 2003, 98 min.
- Modern Heroes, Modern Slaves*; réalisatrice : Marie Boti; production : Productions Multi-Monde; distribution : Filmoption International, 1997, 44 min.

SOIRÉES Relations

Démocratie et contrôle territorial dans les Amériques

Des multinationales (dont plusieurs canadiennes) s'arrogent le contrôle des terres autochtones en Amérique du Sud et mettent en péril la survie de ces communautés et de leurs écosystèmes. Des militantes d'organisations sud-américaines témoignent de leurs luttes contre l'exploitation de leurs ressources naturelles par ces entreprises étrangères.

À Montréal

Le jeudi **23 mars 2006** de 19 h à 21 h 30
à la Maison Bellarmin, 25, rue Jarry Ouest
(métro Jarry ou de Castelnau)

Avec : **Liliana del Socorro Alzamora**, du Front de défense de la Vallée de San Lorenzo et Tambogrande au Pérou;
Hilaria Serrano, du mouvement des Sans terre de Bolivie.

À Gatineau

Le samedi **25 mars 2006** de 19 h à 21 h 30
à la Maison du Citoyen, 25, rue Laurier
(secteur Hull)

Avec : **Liliana del Socorro Alzamora**, du Front de défense de la Vallée de San Lorenzo et Tambogrande au Pérou;
Berta Gualinga, de l'Association des femmes autochtones de Sarayaku, en Équateur.

Pour plus de renseignements, consultez :

<www.relations.qc.ca> ou contactez : Pascal Durand au (514) 387-2541 / pdurand@cjf.qc.ca

Contribution volontaire : 5 \$

La gestion des églises : comment sauvegarder le patrimoine?

À Montréal

Le lundi **10 avril 2006** de 19 h à 21 h 30
à la Maison Bellarmin, 25, rue Jarry Ouest
(métro Jarry ou de Castelnau)

Avec : **Mario Dufour**, président de la Commission des biens culturels du Québec;
Bernard Fortin, directeur des aménagements pastoraux pour le diocèse de Montréal;
Pierre Viau, juge à la retraite de la Cour supérieure.

À Québec

Le jeudi **26 avril 2006** de 19 h à 21 h 30
au Centre de spiritualité Manrèse
2370, rue Nicolas-Pinel, Ste-Foy

Avec : **Mario Dufour**, président de la Commission des biens culturels du Québec;
Rémy Gagnon, secrétaire du comité diocésain du patrimoine religieux pour le diocèse de Québec;
Marguerite Larochelle, de la Fondation St-Roch.

Pour plus de renseignements, consultez :

<www.relations.qc.ca> ou contactez : Bernard Hudon au (514) 387-2541 / bhudon@cjf.qc.ca

Contribution volontaire : 5 \$



Laos : comment sortir de la pauvreté?

Dans une région en forte croissance économique, le Laos semble quelque peu à la traîne du développement.

FRÉDÉRIC LASSERRE

L'auteur est professeur au Département de géographie de l'Université Laval à Québec

Le Laos connaît une croissance respectable, mais celle-ci semble insuffisante pour permettre au pays de sortir de la pauvreté. Un certain conservatisme gouvernemental n'est pas étranger à cette situation. La pauvreté contribue, par ailleurs, à l'enracinement du trafic de drogue au Laos, lequel a tendance à criminaliser l'ensemble de l'économie du pays. Par ailleurs, les stratégies actuelles de développement, misant sur l'hydro-électricité et l'exploitation forestière, ne sont pas sans poser des problèmes environnementaux et sociaux importants.

UN PAYS ENCORE TRÈS PAUVRE

Le Laos figure parmi les États les plus pauvres d'Asie. Certes, le pays connaît une forte croissance économique depuis 1986, dépassant 6% par an sur la période 1990-2004. Le taux d'alphabétisation a progressé: l'alphabétisation des adultes s'est ainsi améliorée en passant de 60,2% en 1995 à 74% en 2001, mais elle reste faible par rapport à la moyenne régionale et est entravée

par un taux de décrochage élevé. La mortalité infantile a régressé, passant de 104 pour 1000 naissances vivantes en 1995, à 92 en 2001. La plupart des principaux indicateurs du Laos se sont sensiblement améliorés du début à la fin des années 1990, malgré l'impact de la crise économique de 1997. Le taux de pauvreté est passé de 46% en 1993 à 38,6% en 1998.

Malgré ces progrès globaux, la pauvreté est loin d'être éliminée au Laos. En 2001, ce dernier occupait la 131^e place du classement de l'indicateur de développement humain du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Selon les critères de la Banque mondiale, le seuil de la pauvreté s'établit à un revenu par habitant d'un dollar américain par jour (au cours de 1985). Cet indice, qui est loin d'être totalement satisfaisant, a le mérite de permettre de mesurer des évolutions et d'établir des comparaisons: la proportion de la population vivant sous le seuil de la pauvreté a évolué de façon fort différente dans les pays de la région. Si on observe une diminution de la pauvreté dans tous les pays de la région, cette diminution est plus lente dans certains d'entre eux, Indonésie, Vietnam et, surtout Cambodge et Laos, alors que d'autres pays semblent en passe de gagner le pari du développement, avec des taux de pauvreté fort bas, comme la Malaisie ou la Thaïlande.

D'autres indices plus précis font ressortir à quel point l'indigence ne saurait être mesurée par les seuls indicateurs économiques. Considérons l'accès à l'eau potable, accès pratiquement acquis pour tous dans les pays industriels. Des proportions non négligeables de la population, rurale en

particulier, ne disposaient toujours pas, en 2002, d'un tel accès. Parmi tous les pays de la région, seul le Cambodge fait moins bien que le Laos, les autres ayant significativement amélioré les conditions d'accès à l'eau potable au cours des dernières années.

La pauvreté rurale est le principal défi au développement. Le taux de pauvreté dans les hautes terres est beaucoup plus important que dans la plaine du Mékong, soit 52% contre 20%. La pauvreté touche plus particulièrement les minorités ethniques qui vivent dans les collines et montagnes du pays, notamment dans le nord, Hmongs, Méos, Yaos, et qui représentent environ 15% de la population totale.

UNE ÉCONOMIE FAIBLE

Une des causes de cette pauvreté chronique réside dans le faible développement économique. Cause et conséquence, les infrastructures sont encore peu développées: il n'y a pas de voie ferrée, le réseau routier est peu développé et comporte peu de routes asphaltées, les rivières sont franchies par peu de ponts. En 2004, l'agriculture contribuait encore pour 49,5% du PIB, l'industrie 27,5%, et les services 23%; le secteur agricole emploie encore plus de 75% de la main-d'œuvre. Il est vrai que la part de l'industrie dans le PIB a connu une forte croissance, passant de 11% en 1988, à 22% en 1998, puis à 27,5% en 2004. Les textiles et les vêtements constituent le secteur industriel de tête et sont devenus les principaux articles d'exportation de la production industrielle; mais ce secteur est encore émergent dans l'économie laotienne, qui a besoin d'autres sources de revenus internationaux.

Afin de mettre en valeur les ressources naturelles du territoire et de développer son industrie, le Laos cherche à construire de nombreux barrages hydroélectriques. Les estimations du





potentiel hydroélectrique du bassin inférieur du Mékong varient en fonction des critères de faisabilité appliqués. Une étude estime ce potentiel à près de 40 000 MW, dont la moitié proviendrait du fleuve principal, tandis que le reste serait généré par les affluents, principalement au Laos. À la mi-1998, douze centrales hydroélectriques, d'une capacité totale de 700 MW, étaient exploitées. Elles bordaient toutes les affluents, aucun projet n'ayant encore commencé sur le cours d'eau principal du Mékong inférieur, bien que beaucoup soient envisagés. Le Laos vise à exporter 3000 MW en Thaïlande et 2000 MW au Vietnam d'ici 2006, ce qui constituerait une source importante de revenus d'exportation. Mais ces programmes de construction de barrages imposants sur les affluents du Mékong posent des problèmes environnementaux et sociaux, en particulier avec les minorités des montagnes.

Par ailleurs, le Laos dispose d'importantes ressources forestières, qui couvrent près de 47 % du pays, principalement dans les hautes terres. L'industrie du bois contribue à hauteur d'environ 15 % aux recettes publiques, et d'un tiers aux recettes d'exportation. Toutefois, les ressources forestières sont menacées par un abattage rapide du bois. Si les pratiques actuelles ne sont pas changées et si les dirigeants ne mettent pas en vigueur une législation appropriée, on peut s'attendre à ce que le couvert forestier diminue de 30 % d'ici 2020, d'après une estimation récente de la Banque mondiale.

Bien que les conditions du développement du secteur privé se soient améliorées, la mise en œuvre des plans de réforme est toujours en cours pour ce qui est des entreprises d'État, souvent obsolètes et non rentables, de la perception des recettes publiques et de la restructuration du secteur bancaire, afin d'en accroître l'efficacité pour favoriser le développement économique. Il est nécessaire de poursuivre la réforme du cadre réglementaire afin d'encourager le développement du secteur privé et les investissements

étrangers. Mais ces réformes, déjà très avancées en Chine et en cours de réalisation au Vietnam, sont mises en œuvre avec lenteur au Laos: le gouvernement communiste craint, en effet, que la libéralisation du secteur économique, pourtant encore très réduite, ne vienne saper l'autorité du Parti populaire révolutionnaire lao, au pouvoir depuis décembre 1975. Ces luttes de pouvoir entre factions réformistes et conservatrices, au sein du gouvernement, expliquent les politiques parfois contradictoires en matière économique.

LE TRAFIC DE DROGUE

La pauvreté et la marginalité des minorités ethniques ont contribué à l'essor de la culture du pavot et à l'insertion du Laos dans le trafic d'opium, d'héroïne et des produits dérivés.

Bien qu'ayant enregistré une baisse significative de 30 % de sa production depuis 1998, le Laos compte toujours parmi les principaux pays producteurs d'opium: 11 % de la production mondiale, juste derrière l'Afghanistan et le Myanmar. En 1999, la culture du pavot – présente majoritairement dans les 10 provinces du Nord (environ 1/3 des villages de cette région) – couvrait 19 052 hectares cultivés, pour une production totale d'opium de 167 tonnes. D'après l'étude effectuée en 1998, 69 % des foyers producteurs d'opium interrogés avaient connaissance de l'illégalité de cette culture. À l'intérieur même du pays, il paraît difficile de prétendre à l'existence d'un trafic d'opium à grande échelle. Au contraire, l'héroïne semble donner matière à un trafic plus important: le Laos apparaît depuis ces dernières années comme un point de départ et de transit (entre le Myanmar, la Chine et le Vietnam). Cette insertion du Laos dans les circuits internationaux de distribution, à partir du Triangle d'Or, pose deux problèmes.

Le premier concerne la corruption grandissante et la criminalisation de l'économie laotienne, compte tenu des capitaux illégaux abondants qu'engendre le trafic. Le second concerne l'impact sur la santé publique. Pendant longtemps, la consommation d'opium, phénomène ancien, est demeurée socialement contrôlée et ne posait pas de problème majeur. Le Laos se place au troisième rang des pays consommateurs d'opium (juste derrière le Pakistan et l'Iran). En 1998, on dénombrait quelques 63 000 consommateurs d'opium, soit 1,6 % de la population âgée de plus de 15 ans. Mais depuis le début des années 1990 est apparu au



Laos un phénomène nouveau, celui de la consommation de drogue en milieu scolaire. Ainsi, on note que des substances telles que les amphétamines de type stimulant (aussi appelé *ya-baa*), les méthamphétamines, les solvants ainsi que les abus de prescriptions médicamenteuses connaissent un succès croissant auprès des jeunes scolarisés en milieu urbain. Cette nouvelle toxicomanie se développe très rapidement et, comme ailleurs, s'accompagne aussi d'une propagation de maladies infectieuses comme l'hépatite et le sida. ●

Enfants de la province de Sekong, fumant la pipe de bambou, décembre 2000, Canapress/Thaksina Khaikaew



Peut-on trouver un sens à toute souffrance?

Reconnaître le non sens de la souffrance, c'est accepter que tout ne peut être expliqué.

CHANTAL BEAUVAIS

L'auteure est
doyenne de
la Faculté de
philosophie
de l'Université
Saint-Paul

Quand je suis éprouvée par la souffrance, la mienne et celle du monde, alors remonte en moi le souvenir d'une parole jadis entendue de la bouche d'un sage: «Le Christ n'est pas venu supprimer la souffrance. Il n'est même pas venu l'expliquer. Il est venu la remplir de sa présence.» Cet énoncé, attribué à Paul Claudel, frappe d'une interdiction toute tentative de donner un sens à la souffrance. Pourquoi?

LA RAISON DÉFAILLE

Premièrement, et Claudel est proche en cela des philosophes existentialistes, il est faux de penser que la raison peut embrasser toute réalité. L'humanité, certes, doit célébrer la force inouïe de la raison et croire en la promesse – pourtant intenable – qu'elle fait miroiter devant nos yeux. Il ne peut en être autrement puisqu'il est dans la nature paradoxale de la raison que son désir de comprendre soit sans fin alors qu'elle-même est marquée par la finitude. Ce même fonctionnement qui l'amène à se dépasser fait en sorte que la raison se bute sans cesse contre toutes sortes d'obstacles.

Deuxièmement, Claudel semble vouloir nous garder de la tentation que les psychologues appellent la rationa-

lisation. Rendre compte, expliquer, n'apporte strictement rien à la personne qui souffre et n'élimine certainement pas la souffrance. Nous en avons tous fait l'expérience: quand nous souffrons, la raison tourne désespérément à vide comme un hamster dans sa roulette. La rationalisation est un mécanisme de protection que la raison utilise pour s'apaiser du vertige qu'elle éprouve. Or, la véritable raison consisterait à renoncer à donner du sens à ce qui n'en a pas.

Osons un regard lucide – comme Albert Camus nous y invite – et avouons, la révolte au cœur mais la main tendue vers la tâche humaine, que certaines souffrances n'ont et n'auront en définitive aucun sens. L'on rendrait compte de la souffrance des bafoués et des humiliés en l'attribuant à l'existence du mal ou du péché, qu'on ne reporterait l'absurde qu'à un terme tout aussi absurde. La seule réponse humainement possible devant ce genre de souffrance est, comme Camus l'a préconisé, la révolte. Il ne s'agit pas ici de maugréer contre le monde comme on le fait à l'occasion. Il s'agit de répondre à la souffrance par un combat – désespéré, pourrait-on presque dire – pour l'humanité. Pour Camus, en effet, le mythe de Sisyphe est l'illustration parfaite de ce combat: la persévérance de Sisyphe n'a d'égal que l'irréductibilité de la souffrance humaine.

ET LA FOI EST UN PARI

Devant cela, certains diront que la seule posture qui vaille est la foi. Mais

le fidéisme et le rationalisme ne participent-ils pas du même réflexe? En d'autres termes, n'arrive-t-il pas que la fonction de rationalisation emprunte subtilement les habits de la foi? Cette dernière se trouve alors instrumentalisée. Or, je refuse que la foi serve à expliquer la souffrance; et encore moins à l'accepter! Car, à la rigueur, la foi ne sert à rien. C'est peut-être la signification de cet aphorisme d'origine latine, repris par Kierkegaard, dont il n'est pas sûr que nous l'ayons toujours correctement interprété: *Credo quia absurdum* (je crois parce que c'est absurde). L'on voudrait des raisons de croire alors que la foi nous transporte dans une sphère où la raison défaille. Il ne s'agit pas ici de dire que croire constitue une attitude insensée, mais plutôt de se rappeler que la foi relève de la gratuité. Il s'agit moins d'une absence de raison que de sa générosité. C'est un silence interrogé, une confiance accordée à l'inconnu, une sorte de pari, pour parler comme Blaise Pascal.

La foi ne fait pas taire les interrogations sans réponse. «Croire c'est adhérer avec plein de questions», disait saint Augustin. La foi ne met pas fin au combat pour l'humanité: au contraire, elle nous fait entrer dans le tourment de Dieu pour l'humain. Adopter une posture de foi (philosophique ou religieuse) quand la souffrance nous tient par les entrailles, ce n'est pas accepter la souffrance, c'est accepter que tout ne peut être expliqué. ●



De tout temps, l'être humain s'est interrogé sur le sens de la souffrance. Les grands systèmes philosophiques et religieux ont tenté, au fil de l'histoire, d'apporter des pistes de réponses à ce mystère. Avec la passion et la mort de Jésus sur la croix, la

souffrance est d'ailleurs posée comme une interrogation radicale au cœur même du christianisme. Malgré cela, il semble que la question du sens ou de l'absurdité de la souffrance demeure entière pour chaque personne et chaque génération.

Il s'agit moins de trouver un sens à la souffrance que de trouver un sens à la vie malgré la souffrance.

LAURE DE BIRÉ

Il est possible de trouver des sens partiels à la souffrance si, malgré ce qu'elle détruit, elle semble – souvent après coup – avoir « apporté » quelque chose: ouverture à d'autres dimensions de la vie, rapprochement des autres, découverte de ressources d'amour, de résistance et d'espoir insoupçonnées. Mais tout ceci arrive aussi sans la souffrance. La souffrance n'est pas une nécessité; elle peut au mieux être une accoucheuse de sens, faisant découvrir de nouveaux sens à nos vies. Mais elle peut aussi bien produire tout le contraire. Lorsqu'elle détruit tout rapport sensé avec le monde et avec nous-mêmes, lorsqu'elle semble nier la possibilité même de vie, de croissance, de bonheur. La question du sens de la souffrance se rapproche alors de celle de la mort. Quand tout ce qui est vie semble fuir, quand la vie qui reste n'est que souffrance, y a-t-il encore quelque chose à chercher, à espérer, à accueillir?

GARDER LA PORTE OUVERTE

Si l'on peut risquer de répondre « oui » à la question posée, c'est d'abord pour dire: laissons toujours la porte ouverte à celles et ceux qui, confrontés à l'absurdité de l'épreuve, ne veulent pas cesser de chercher ou de bâtir un sens, non pas tellement à leur souffrance

mais à leur vie; ne rajoutons pas le poids d'un pessimisme radical qui nierait d'avance le sens de leur recherche. Mais si ce « on peut » se transforme en « tu dois », il deviendra insupportable. Pouvoir dire « cela n'a aucun sens » et être accueilli avec cette parole peut aussi être un chemin vers un autre regard, de part et d'autre.

Le défi n'est pas seulement de trouver un sens à nos vies, mais d'intégrer la somme immense des souffrances, des vies broyées dans l'histoire. Nous appartenons à l'humanité et tout ce qui touche un frère, une sœur, nous touche. Pourtant la recherche garde un caractère personnel. Que savons-nous, par exemple, de ce qu'a vécu chaque personne dans les camps de la mort? Faut-il nous laisser écraser par la masse de la destruction, tenir pour rien quelques rayons de soleil qui y ont été vécus? Ou bien ces rais de lumière peuvent-ils nous dire que, même là, trouver du sens (non à la barbarie, mais à la vie) a pu être possible à certains? Le sens ou le non-sens ne se comptabilisent pas en chiffres; le travail du sens est renvoyé à chacun. Aucune horreur ne peut nous interdire de croire en la vie. C'est ce que les artisans de l'horreur cherchent, et c'est ce contre quoi de multiples vies renaissantes luttent.

Chercher un sens à la souffrance, cela peut être: ne pas laisser la souffrance être la dévoreuse de tout le sens, croire qu'elle n'aura pas le dernier mot et qu'elle n'anéantit pas tout ce qui est vécu de bon.

UNE QUESTION QUI ENGAGE

Toute recherche d'un sens global semble buter sur l'inacceptable schéma des souffrances « justifiées » par de plus grands biens. Qu'espérer alors? Non une justification du monde tel qu'il est, mais une guérison, une justice, un bonheur réel. Quand? Comment? Selon le théologien Karl Rahner, ce sens qui nous reste inconnu est Dieu lui-même, et il n'y a pas d'autre accès à ce dernier que la remise confiante de soi au mystère. Saut aveugle et irresponsable? Non, mais espérance que tous les germes de bonheur, de bonté, de justice ne sont pas qu'illusions et vaines promesses. Foi que le mystère à l'origine du monde est fondamentalement bienveillant, accueillant, créateur. L'expérience a toutefois un caractère irréductiblement personnel; le sens ne peut être « dit » car il est Dieu lui-même. Le christianisme est autant dans l'écoute de la question de Jésus « pourquoi m'as-tu abandonné? » que dans le réconfort ou l'interpellation de sa confiance: « entre tes mains je remets mon esprit ». C'est la vérité de la question qui permet de recevoir la « réponse ». Réponse qui ne clôt pas la question, mais engage plutôt dans une dynamique de vie, et notamment dans la lutte contre toute souffrance. ●

L'auteur est étudiante en théologie à l'Université de Montréal

Insurrection des consciences

Entrevue avec Jean Ziegler

Sociologue suisse, ex-député socialiste et militant altermondialiste, Jean Ziegler est aussi rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation. Il a publié chez Fayard, en 2002, *Les maîtres du monde* et, en 2005, *L'empire de la honte*. Il a bien voulu s'entretenir avec nous de son dernier livre.

Relations: *L'empire de la honte* est un virulent réquisitoire contre l'ordre capitaliste globalisé qui aurait inauguré une nouvelle féodalité. Est-ce pour cela que vous commencez votre ouvrage en rappelant que les idéaux des révolutions américaine et française sont toujours d'actualité?

Jean Ziegler: En cristallisant les valeurs des Lumières dans des institutions politiques dont le but ultime devait être la recherche du bonheur commun, la Révolution américaine et la Révolution française avaient laissé derrière elles le monde féodal. Une «rupture des temps», pour parler comme Kant, avait eu lieu. Pourtant le manque objectif de bien était tel, à l'époque de Benjamin Franklin, de Robespierre et de Saint-Just, que ce désir de justice qui logeait au plus intime des révolutionnaires américains et français et motivait leur combat était proprement une utopie.

Mais depuis 250 ans, une formidable série de révolutions – sociale, industrielle, technologique – ont permis de décupler la production matérielle, à tel point qu'on peut dire qu'on est sorti, potentiellement du moins, du règne de la nécessité et que la fin de la faim, des épidémies, de la misère est pour la première fois envisageable... Selon le *World Food Report* de la FAO, totalement incontestable, l'agriculture mondiale, dans l'état actuel de son développement, pourrait nourrir sans problème (2500 calories par jour) douze milliards d'êtres humains, pratiquement le double de l'humanité.

Or le fléau de la faim ne cesse de s'accroître. Le nombre des victimes de la faim a augmenté de 11 millions par rapport à l'année dernière et 100 000 personnes meurent de faim ou de ses suites immédiates tous les jours sur la planète. Toutes les cinq secondes, un enfant de moins de 10

ans meurt de faim. Toutes les quatre minutes, quelqu'un devient aveugle par manque de vitamine A. À cause de la sous-alimentation, 856 millions de personnes – une sur sept – ont été gravement rendus invalides de façon permanente.

Pendant ce temps, l'année dernière, les 500 plus grandes sociétés transcontinentales ont contrôlé plus de 52% du produit mondial brut, en d'autres termes plus de la moitié des richesses en marchandises, capital, services, etc., produites en une année sur la planète. Nous assistons, littéralement et tragiquement, à une nouvelle féodalité, avec sa violence et ses inégalités structurelles. Une oligarchie qui n'a jamais été aussi puissante, celle du capital financier mondialisé, s'accapare les immenses richesses du monde et assoit son pouvoir en provoquant et en organisant la rareté. C'est bel et bien à une reféodalisation du monde que nous avons affaire, dans laquelle la dette extérieure des 122 pays du tiers-monde, qui s'élève à plus de 2100 milliards de dollars, joue un rôle central. En effet, le service de la dette constitue un véritable acte d'allégeance envers les nouveaux seigneurs du monde en leur donnant accès directement à leurs matières premières, tout en affaiblissant les peuples et les États de la périphérie. L'arme de la dette a pour effet premier de briser leur résistance politique. Elle impose l'ingérence d'organismes au service du capital mondialisé, comme le FMI et la Banque mondiale. Grâce à la dette, le flux de capitaux du Sud vers les coffres des pays riches du Nord est supérieur au flux qui part du Nord au Sud, sous forme d'investissement, de coopération technique et de développement. Les peuples pauvres nourrissent les classes dirigeantes du Nord par leur travail et leur sacrifice...

Les peuples
pauvres nourrissent
les classes dirigeantes
du Nord par leur
travail et leur
sacrifice...

La force du néolibéralisme, qui est la théorie légitimatrice des oligarchies financières mondiales, c'est de nous faire accepter cet état de fait comme une fatalité, comme si l'économie était régie par une loi naturelle. On ne discute pas de lois naturelles. On s'y adapte. Mais l'économie est politique. Le peuple souverain a pouvoir sur elle. Il doit décider de quelle société il veut. Le monde est à l'envers.

Rien ne justifie cette situation intolérable que je dénonce dans mon livre. Aucun manque objectif de biens n'est à l'origine de cet état de choses. Ces tragédies ne reposent pas sur une quelconque fatalité mais sur la logique même de l'ordre mondial capitaliste qui organise la rareté pour maximaliser les profits. C'est ce que fait sa fameuse main invisible du marché qui gouvernerait nos destins, selon la théorie néolibérale. La famine, c'est un meurtre.



Un bouleversement radical du même type que celui qu'avait inauguré la Révolution française est donc nécessaire. C'est peut-être arrogant de le dire, mais mon plus profond désir en écrivant ce livre, c'est qu'il serve à une insurrection des consciences.

Rel. : Vous faites appel particulièrement au pouvoir de la honte.

J. Z. : Edmond Kaiser, le fondateur de Terre des hommes (Fondation humanitaire suisse), a déjà dit : « Si on ouvrait la marmite du monde, sa clameur ferait reculer le ciel et la terre. Car ni la terre ni le ciel ni aucun d'entre nous n'a vraiment mesuré l'envergure terrifiante du malheur des enfants ni le poids des pouvoirs qui les broient. »

Il y a deux forces subversives dans l'histoire, qui ont toujours nourri les mouvements d'émancipation. La première, c'est effectivement la honte, celle des victimes d'abord, mais aussi des témoins impuissants. La mère brésilienne qui ne peut pas nourrir son enfant et qui met des pierres dans une casserole et de l'eau pour faire un peu de bruit espérant que l'enfant s'endorme affamé, cette mère crève de honte ! Ce qui empêche cette honte enfouie au plus intime de ceux qui la souffrent de se transformer en actions de solidarité et de révolte, c'est en grande partie parce qu'elle est vécue comme une fatalité : « On n'y peut rien, le monde est ainsi fait ! » Mais elle est source de combats dès lors que la fatalité révèle ses failles. La victime devient alors acteur de son destin.

La deuxième force, c'est l'utopie. Cette force en nous qui se refuse à vivre dans l'injustice. Comment accepter un monde où 100 000 personnes meurent de faim tous les jours, non à cause d'une rareté de nourriture, mais parce que celle-ci est créée de toutes pièces et qu'elle sert à enrichir un petit nombre. L'Évangile touche au cœur de cette fibre humaine, à cet impératif moral, à ce désir en nous qui nous pousse vers l'autre pour rompre les chaînes de l'injustice, quand Jésus dit à ses disciples : « J'ai été prisonnier, vous m'avez visité, j'étais nu, vous m'avez vêtu, j'avais faim, vous m'avez nourri, j'étais étranger, vous m'avez accueilli... » et qu'ils lui répondent : « Quand avons-nous fait ça ? » ; « Chaque fois que vous l'avez fait, à l'un de ces plus petits qui sont mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait ! » Le rêve d'un monde sans injustice nous tenaille. On sait ce qu'on ne veut pas et on cherche à agir en conséquence... C'est une force qui conduit à nous associer, à chercher ensemble à transformer le monde.

Sartre a dit quelque chose de très juste : « Pour aimer les hommes, il faut détester fortement ce qui les opprime. » Pas tant *qui* les opprime, que *ce* qui les opprime. Il ne s'agit pas tant de cibler, par exemple, Peter Brabeck, pdg de Nestlé, mais le système qui produit des transnationales, ces « gigantesques personnes immortelles » comme les appelle Chomsky.

Prenons Nestlé. C'est le premier trust alimentaire au monde. C'est en même temps la 27^e plus grande entreprise mondiale, elle a 285 000 employés dans 86 pays... Peter Brabeck a décidé de privatiser l'eau dans les pays hyper-



Diane Trépanière,
Sans titre, 2001

endettés, comme aux Philippines et ailleurs. Il dit : «Vendez-moi la concession d'eau potable», il entreprend quelques réformes dans le système d'épuration et, ensuite, il vend l'eau évidemment aux beaux quartiers uniquement. Dans les quartiers pauvres, les gens sont renvoyés aux puits pollués, aux égouts à ciel ouvert, aux rivières. Dans les bidonvilles, c'est le choléra qui sévit, c'est la destruction des enfants par les diarrhées sanglantes. C'est effectivement la décision de Brabeck qui est à l'origine de ces morts, en privatisant l'eau et en la revendant à des tarifs prohibitifs pour les pauvres. Mais, plus profondément, c'est le principe de maximalisation du profit qui est l'origine de cette stratégie de privatisation meurtrière. Nestlé a gagné 22 % en retour sur le capital, l'année dernière, c'est énorme! Son pdg n'a fait que ce pour quoi il a été engagé : maximaliser les profits, au bénéfice des actionnaires. L'individu Brabeck, au fond, peut être un bon type. Qu'il soit bon ou mauvais ne change rien. C'est l'engrenage monstrueux qui fait fonctionner le système qu'il faut stopper. Il fait des pdg de véritables seigneurs de la guerre : pour s'accaparer toujours plus de parts de profit, sans considération des conséquences humaines et sociales. Certes, il faut les dénoncer, car leur pratique est meurtrière. Mais si quelqu'un à la tête d'une transnationale ne pratique pas cette guerre-là, il est tout simplement dégommé – probablement avec un parachute doré d'une dizaine de millions de dollars de retraite et d'autres compensations du même genre mais, enfin, il disparaît et un autre prend sa place.

Rel. : Vous en appelez à l'insurrection des consciences. On sent bien quand même, à la lumière de ce que vous venez de dire, que si c'est une condition nécessaire... elle n'est pas condition suffisante!

J. Z. : L'insurrection des consciences est essentielle, tout part de là. Parce qu'on sait ce qu'on ne veut pas. On ne veut pas un monde où des centaines de milliers de personnes meurent de faim chaque jour et où 4,8 milliards de person-

nes vivent dans des conditions sous-humaines, sans autre raison que l'accaparement des richesses par une minorité dominante. On ne veut pas qu'au Guatemala, 2 % des propriétaires possèdent 68 % des terres arables. On ne veut pas de la corruption de tant de pays africains, induite par les sociétés multinationales, ni la fuite des capitaux ni les paradis fiscaux ni les secrets bancaires suisses, etc.

On sait ce qu'on ne veut pas : c'est l'impératif moral que chacun porte en soi qui nous le fait pressentir. Nous savons aussi, en même temps, quel monde nous voulons, du moins en termes d'horizon de notre action. Par contre, il est extrêmement difficile de savoir comment arriver là collectivement, comment nous organiser, comment nous battre contre cette classe de dominants. Il est certain que le pouvoir mondial des «cosmocrates» est presque total. Il s'exerce sur les peuples du Sud à travers l'endettement extérieur et la faim; c'est là les deux armes de destruction massive grâce auxquelles ils pillent leurs matières premières. Ici et ailleurs, l'État national, comme acteur politique principal, a perdu énormément de son pouvoir. Il fond comme un bonhomme de neige au mois d'avril.

Mais alors, où sont les nouveaux sujets de l'histoire? Ils sont peut-être à trouver dans la société civile planétaire, les mouvements altermondialistes et dans les organisations de base que les opprimés se donnent. J'ai essayé de rendre témoignage à ce qui me paraît être des instruments inédits de libération, de luttes, de résistance, de revendication de souveraineté populaire.

En janvier dernier, le quatrième Forum social mondial de Porto Alegre a réuni 150 000 représentants, 8000 mouvements sociaux des cinq continents. Des mouvements très variés : écologiques, féministes, paysans, manifestent des fronts de résistance, des fronts de rupture. Ils n'ont pas de programme commun. C'est la liberté en action! On peut le leur reprocher : «La Chase Manhattan Bank a un programme. Et vous?» Dans l'état actuel des choses, ils représentent une fraternité de la nuit.

Il faut revenir au poète espagnol Antonio Machado pour puiser une parole d'espérance. Survivant de l'attaque franquiste sur Barcelone, durant la Guerre d'Espagne, et arrivé enfin à la frontière française après une longue marche à travers les Pyrénées, il répondit au découragement de quelques-uns de ses compagnons devant la victoire du fascisme par ces mots : «Le bonheur est devant nous! *Caminante no hay camino, el camino se hace al andar.*» Marcheur, il n'y a pas de chemin, le chemin s'ouvre en marchant. ●

ENTREVUE RÉALISÉE PAR JEAN-CLAUDE RAVET

AUTODÉTERMINATION ET TERRITOIRES

Dans le cadre de la campagne « Argent du Nord/ Terres du Sud » plusieurs activités seront organisées, en mars et avril 2006. Quatre déléguées d'organisations sud-américaines défendant leur territoire contre l'exploitation des ressources naturelles par des entreprises étrangères feront des conférences à travers la province. Un colloque est prévu à l'UQAM, à Montréal, les 23 et 24 mars. Pour plus de renseignements, voir le site Internet du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine, à <www.ccdhal.org>. Conjointement, le Centre justice et foi propose deux événements dans le cadre des Soirées Relations: le 23 mars à Montréal et le 25 mars à Gatineau. Renseignements disponibles sur le site Internet: <www.cjf.qc.ca/soirees_relations>.

MILITARISATION DU MONDE

Sur la planète où des milliards de personnes luttent pour survivre avec 1 à 2 dollars par jour, les gouvernements dépensent en moyenne 162 dollars US par personne pour acheter des armes et pour payer des soldats. Selon l'Institut de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), les dépenses militaires ont atteint 1,04 trillion de dollars en 2004; elles étaient de 975 milliards de dollars en 2003. Les dépenses militaires avaient chuté avec la fin de la guerre froide mais ont repris leur ascension après 1998, augmentant de façon exponentielle à la suite du 11 septembre 2001. Selon le SIPRI, à eux seuls, les États-Unis dépensent presque autant que le reste du monde: 445 milliards de dollars en 2004, soit 47 % du total mondial.

35 ANS D'ÉDUCATION POPULAIRE

L'année 2005-2006 marque le 35^e anniversaire du CPMO. Pour souligner l'événement, l'organisme a mis sur pied et offre gratuitement une démarche sous le thème « Ça nous touche... on bouge! » Cette activité de conscientisation vise, entre autres, à mieux saisir le sens de l'engagement social dans le cheminement des collectivités et des groupes. À cette occasion, six régions du Québec seront visitées. Par ailleurs, le CPMO profite de ses 35 ans pour changer de nom. Dorénavant, il faudra parler du Carrefour de participation, ressource et formation (CPRF).

DE LA SÛRETÉ DES ÉTATS-UNIS

Avec le Conseil canadien pour les réfugiés et le Conseil canadien des Églises, a annoncé, le 29 décembre dernier, qu'il entamait la contestation, devant la cour fédérale, de l'Accord sur les tiers pays sûrs. Cet accord, signé en décembre 2004 entre le Canada et les États-Unis, interdit aux réfugiés qui traversent l'un ou l'autre de ces pays, l'entrée à l'autre pays pour y demander asile. Ces organisations considèrent que les États-Unis ne peuvent être considérés comme un pays sûr car il ne respecte pas ses obligations en vertu de la Convention contre la torture et de celle relative au statut des réfugiés.

PREMIÈRE PRÉSIDENTE AFRICAINE

Ellen Johnson Sirleaf est entrée dans l'histoire en devenant la première femme chef d'État en Afrique. La nouvelle présidente du Liberia, candidate du Parti de l'unité, a récolté 59,4 % des voix, contre 40,6 % pour son adversaire, l'ancien footballeur George Weah du Congrès pour le changement démocratique. Le scrutin a marqué la fin d'une période de transition de deux ans après l'accord de paix d'août 2003, qui mettait un terme à 14 ans de guerre civile qui ont laissé le pays largement en ruines et fait 200 000 morts. Le Liberia est la première république du continent africain, fondée par des esclaves affranchis, en 1847.

AGIR, C'EST PRIER

Les Jésuites de partout dans le monde font de l'année 2006 une année jubilaire parce qu'ils célèbrent des événements importants: le 450^e anniversaire de la mort du fondateur des Jésuites, Ignace de Loyola; le 500^e anniversaire de naissance du premier grand missionnaire jésuite, François Xavier, et le 500^e anniversaire de naissance de Pierre Favre, premier compagnon d'Ignace, à Paris, quand ont été jetées les bases de la Compagnie de Jésus. Les membres et collaborateurs de la famille ignatienne de la province du Canada français et d'Haïti se sont réunis, le 6 janvier dernier, pour le lancement d'un grand chantier intitulé: « Agir c'est prier ». À cette occasion, une eucharistie a été célébrée à l'église du Gesù de Montréal. Toutefois, l'essentiel des activités offertes au grand public se déroulera à l'automne, du 22 septembre au 8 octobre 2006 (voir le site: <www.jesuites.org>).

Les soirs

5/8

TEXTE ET ILLUSTRATION : PASCALE QUIVIGER

Où est l'autre botte? L'autre botte de Louis? Jeanne, garde ta tuque... s'il te plaît Jeanne, garde ta tuque! Mon Dieu, c'est difficile l'hiver, le temps qu'on en habille un, l'autre s'est déjà déshabillé. Une chance qu'on les aime. Une chance que Marc travaille. On n'a pas à se plaindre. J'ai oublié d'acheter des œufs hier. Peut-être que je peux les prendre au retour. Quelle heure il est, là? J'aime leur sommeil. Je voudrais être l'oreiller, peut-être que j'exagère. Ils ont le droit de rêver sans moi. J'ai lu que les rêves sont importants pour mémoriser les apprentissages. Ils doivent rêver tellement plus que moi. Je n'apprends plus rien, il me semble. C'est répétitif. C'est difficile. Je savais que ce serait difficile. Je pensais: prépare-toi. Mais c'est tous les jours. Une chance qu'on les aime. Sinon ça serait impossible. J'avais du talent, il me semble. En tous cas je travaillais fort. Bon, avec la garderie, je vais réessayer. Quand ils vont commencer la garderie, je vais réessayer. Jeanne, garde tes mitaines. Au moins Marc a un bon emploi. Je n'ai pas à me plaindre. Si j'avais à m'occuper des finances en plus... Peut-être qu'il est trop tard pour reprendre. Peut-être que je ne devrais même pas y penser. J'ai perdu le fil, Louis, attends que je te boutonne. Tout est devenu tellement concret. C'est comme si ça écrasait tout le reste. Deux beaux enfants. J'ai de la chance. Tous les deux en bonne santé. Est-ce qu'on en veut un troisième? Tant qu'à y être. On devrait se décider assez vite, si on attend trop on n'aura pas envie de reprendre les couches, les biberons... oups, le biberon. J'ai oublié de préparer le biberon. Donne la patte, ma belle Jeanne, viens que je remonte tes chaussettes. On haït donc ça quand les chaussettes tombent dans nos bottes. Moi je déteste avoir les chaussettes en-dessous du talon. Viens ma poupoune, viens ici je vais t'arranger ça. Ces bottes-là, ça va pas durer. Je devrais me méfier des aubaines. J'espérais pouvoir les refiler à Louis, mais bon... tant pis. Un seul salaire. C'est déjà beau qu'on arrive avec un seul salaire. Ce que je préférais, c'étaient les répétitions. Souvent les autres préféraient les applaudissements, moi

j'aimais la préparation. Quand on n'avait pas encore tout décidé. Quand il y avait encore plusieurs directions possibles. J'aimais le fait qu'on puisse changer d'idée. J'aimais ça par-dessus tout. C'est ce qui me manque par-dessus tout. Bon, j'ai fait des choix. Comme tout le monde. Je me demande s'il est trop tard. Des horaires de fous, le soir, tous les soirs, tard en plus, non, c'est hors de question. As-tu besoin de te moucher, Jeanne? Va dans la salle de bains te chercher un kleenex. Peut-être un rhume qui court. C'est l'imprévu qui mange tout. Si tout marchait comme prévu, il resterait du temps pour les autres choses. Est-ce que moi je ferais partie des autres choses? Des fois j'ai l'impression de me jeter avec l'eau du bain. Mais c'est interdit de penser des choses comme ça quand on a deux beaux enfants comme les miens. Ça tombe du ciel, il faut que je me le rappelle de temps en temps. Ça tombe du ciel, c'est juste que des fois on dirait que même le ciel est coincé en-dessous des sacs d'épicerie. Il faut que je lave le frigidaire. Tant qu'à y être, je vais balayer derrière. Ils grandissent bien. Je fais tellement attention à ce qu'ils mangent. Si j'ai le temps ce soir je vais lire l'article sur les bananes, il paraît qu'il faut faire attention, qu'elles sont pleines de traitements chimiques. Je vais manquer l'autobus avec cette histoire de deuxième botte. Julienne va m'attendre, elle déteste attendre. Où elle est Louis, ta deuxième botte? Viens ici, ma chouette, oui je sais qu'il fait chaud avec ton manteau dans la maison, mais on sort là, on sort dans une minute... ou deux. Le biberon. Bon, la botte. En-dessous du recyclage? Jeanne, j'aime pas ça quand tu joues avec les affaires de ton petit frère, regarde, on va être en retard à cause de ça. Bon, mon manteau. Ah oui, c'est vrai, le bord à recoudre... Ce soir. Au lieu des bananes. Une chance qu'il y a les soirs. Je n'ai pas vu une pièce de théâtre depuis au moins six mois. Huit. C'était quand, donc? Louis avait deux mois, il me semble. C'était mauvais en plus. Je ne devrais pas aller au théâtre, je suis trop critique. Je suis trop critique parce que je voudrais être ailleurs que dans la salle. Mes clefs. Ouille, dans quelle sacochette? Voilà. Le biberon. On est quel jour, là? Lundi. L'autobus va passer. Il neige, peut-être qu'il est un peu en retard. Jeanne surveille ton frère pendant que je vais dans la cuisine une minute. Garde tes mitaines s'il te plaît, on s'en va tout de suite. Le frigidaire, quelle horreur, il faut que je le lave. Ce soir. Au lieu du manteau. Une chance qu'il y a les soirs. ●



Pascale Quiviger, *Les soirs*,
acrylique et encre sur carton,
27 cm X 20 cm, 2005

SITE INTERNET

LA BARBARIE PERSISTE, L'HUMANITÉ RÉSISTE

WWW.EXTREMIS.TV

Macumba International, une maison de production fondée en 1995 par trois vieux routiers du documentaire international, Raymonde Provencher, Robert Cornellier et Patricio Henriquez, a pour objectif d'« intéresser de plus en plus de spectateurs à ce qui se passe dans le monde; [de] donner la parole à ceux et celles qui ne font pas les manchettes; [de] faire valoir la nature des liens qui unissent notre continent aux autres et les populations entre elles; [et d']exposer de nouvelles manières de penser le monde et réévaluer ainsi nos propres concepts » (voir <www.macumbainternational.com>).

Dans la poursuite de cet objectif, ils créent, au début des années 2000, la série eXtremis et son site Internet. Ce site, qui se veut un lieu d'information et d'engagement social face aux violations des droits de la personne dans le monde, propose notamment plus d'une douzaine de reportages qu'il est possible de visionner en ligne, en français et en anglais. Ces documentaires abordent des questions aussi variées



que le travail des enfants et la prostitution juvénile, les enfants soldats, les désastres écologiques, la servitude dans le monde, la désobéissance militaire et la peine de mort.

Le site offre également une gamme d'outils pédagogiques destinés aux professeurs. Il est possible d'y commander les émissions sur ces thèmes conçues pour la télévision. Elles se présentent avec des scénarios pédagogiques où l'on précise le déroulement possible, la préparation et le matériel

requis. Les scénarios pédagogiques dédiés aux professeurs proposent également des liens utiles afin d'approfondir la réflexion ou de la poursuivre dans l'action. On peut également y commander les panneaux d'une exposition itinérante sur les sujets traités ou encore demander la participation d'un membre de l'équipe d'eXtremis pour les fins d'un visionnement public ou d'une activité éducative.

Le site propose finalement un blog sous la direction de Jean-Pierre Cloutier. En activité depuis 2002, on y



trouve une foule de textes, d'opinions et de liens utiles afin d'approfondir la réflexion sur l'actualité internationale et sur les grands enjeux internationaux de notre temps. Richement alimenté, des sources d'information alternatives et parfois peu connues nous y sont proposées et nous invitent à poser un regard renouvelé sur le monde.

Une section demeure en chantier. L'onglet *Expériences*, annonce un nouveau projet de scénarios interactifs: à suivre... Le site est bien construit et facile à consulter, quoiqu'un peu sombre. Il a d'ailleurs été récipiendaire, en 2003, du prix Gémeaux du meilleur site Web. Il s'agit d'un outil d'information et de sensibilisation très utile et bien documenté. S'en servir, comme ses producteurs le souhaitent sans doute, est une façon de résister à la barbarie persistante de notre époque!

STÉPHANIE ARSENAULT



DVD

538 X LA VIE

RÉALISATION : CÉLINE BARIL
PRODUCTION : ONF
92 MIN., COULEUR, 2005

HISTOIRE D'ÊTRE HUMAIN

RÉALISATION : DENYS DESJARDINS
PRODUCTION : ONF
107 MIN., COULEUR, 2005

De nos jours, au Québec, le système scolaire public relève des défis inédits et fait face à une réalité de plus en plus complexe. Il doit composer avec des ressources sans cesse décroissantes et avec un contexte sociopolitique qui réduit l'apprentissage scolaire à un bien de consommation parmi d'autres. Les choix, en éducation, s'inscrivent donc de plus en plus dans la logique des marchés économiques: compétitivité, rentabilité et performance. En témoigne d'ailleurs l'engouement pour la publication annuelle du palmarès des écoles de la revue *L'Actualité* qui supprime toute réflexion en profondeur sur l'éducation.

C'est heureusement dans une toute autre perspective que le documentaire *538 x la vie* nous invite à réfléchir aux défis que relève l'enseignement secondaire public au Québec. La cinéaste Céline Baril a utilisé sa caméra d'une façon sensible, intelligente et respectueuse, afin de présenter le quotidien de la polyvalente Pierre-Dupuy - école secondaire du quartier Centre-Sud - et les événements marquants de l'année scolaire. Elle accorde aussi une grande place à la parole des jeunes. Leurs témoignages nous permettent, tout au long du film, de saisir un peu mieux la pauvreté du quartier, l'école comme signe d'échec pour beaucoup de parents du milieu, la présence croissante de l'immigration, les parcours difficiles des jeunes qui y vivent, les rêves

qui les habitent et les forces qu'ils découvrent en eux. Des jeunes très attachants, comme le confirme le personnel enseignant qui œuvre auprès de cette population étudiante, aussi



intense dans sa résistance à l'autorité que dans les liens d'affection et de confiance qu'elle parvient à tisser.

Le documentaire nous présente aussi une direction et des enseignants qui font le choix courageux de défier les contraintes budgétaires qui leur sont imposées pour offrir un milieu plus stimulant aux jeunes et leur donner la possibilité de croire en leurs réussites. Une décision pourtant constamment remise en question, comme la fin du film nous le laisse entendre, par une administration publique qui mesure la réussite d'une école beaucoup plus à l'aune de son équilibre budgétaire qu'au projet éducatif qu'elle propose. Pour tous ceux et celles qui sont aujourd'hui loin du quotidien des milieux d'éducation, *538 x la vie* nous offre une prise de contact, toute empreinte d'humanité, avec la réalité scolaire. Ce documentaire nous montre bien les changements auxquels est confronté le milieu scolaire et met en lumière les préoccupations qui devraient être au cœur de tout débat social sur l'éducation.

L'ONF a aussi produit, en 2005, un autre documentaire qui reprend sensiblement les mêmes préoccupations,

mais cette fois à partir de la vie quotidienne de l'école polyvalente St-Henri. Dans *Histoire d'être humain*, le cinéaste Denys Desjardins nous présente aussi la réalité d'une école qui se retrouve aux derniers rangs du classement des écoles québécoises. Malgré une dispersion trop grande du scénario et une caméra moins discrète qui, malheureusement, entachent la qualité du film, ce documentaire contribue grandement à déconstruire les préjugés tenaces véhiculés dans la société sur les jeunes qui fréquentent cette école et sur l'enseignement qu'on y dispense. Sans éluder les difficultés d'un quartier défavorisé, le décrochage scolaire et les problèmes de comportement qui alourdissent la dyna-

mique des classes, il nous permet aussi d'être témoins de la passion pour l'éducation qui anime toujours les enseignants, de leur dévouement et de l'importance qu'ils accordent aux relations avec les élèves au cœur de leur rôle d'éducateur.

Il faut multiplier les occasions de débattre des véritables enjeux de l'éducation au Québec. L'accessibilité des ressources de l'ONF devrait nous inciter à profiter de l'un ou l'autre de ces documentaires pour amorcer des discussions en profondeur sur l'éducation et raffiner notre analyse au sujet du système d'enseignement public.

ÉLISABETH GARANT

Les enjeux spirituels et éthiques vous interpellent ?

Que vous soyez croyant ou non, notre Faculté vous ouvre ses portes.

Vous voulez approfondir une réflexion personnelle ou acquérir une compétence professionnelle ?

Nous vous offrons, sur le campus, hors campus et à distance, une vaste gamme de cours et de programmes en théologie, en sciences des religions et en éthique qui répondront à vos attentes.

(418) 656-3576
1 877 785-2825, poste 3576
ftsr@ftsr.ulaval.ca
www.ftsr.ulaval.ca

Informez-vous dès maintenant !



UNIVERSITÉ LAVAL
Faculté de théologie et de sciences religieuses



**UNE VIE À L'IMAGE
D'UN PAYS**

Christian Dutilleux

LULA

Paris, Flammarion, 2005, 314 p.

Une vie hors du commun pour un pays à découvrir. C'est ainsi qu'on pourrait résumer cette passionnante biographie du président brésilien, Luiz Inacio da Silva, appelé communément Lula.

Né dans la misère extrême du Nord-Est brésilien en octobre 1945, Lula va migrer vers le Sud, comme des centaines de milliers de ses compatriotes, à l'âge de 7 ans. De sa mère Lindu, qui élève seule ses huit enfants, il apprendra les valeurs de courage, d'honnêteté et de liberté qui le marqueront pour la vie. Peu scolarisé, vendant des oranges ou cirant les chaussures, il entre à l'usine comme ouvrier à l'âge de 15 ans et connaît sa première grève à l'âge de 17 ans. Vraiment rien ne laisse présager la trajectoire fabuleuse qui va suivre.

D'ailleurs, et ce sera une surprise pour plusieurs, Lula n'aimait pas particulièrement le syndicalisme et encore moins la politique. Il était timide, ne se passionnait que pour le football et ne lisait que sur les sports. Pourtant, il en vient à s'engager dans le syndicat des métallos de São Bernardo, jusqu'à en être élu président avant d'avoir 30 ans. La dictature militaire étant au pouvoir depuis 1964, les circonstances vont rapidement faire du chef syndical l'incarnation de la résistance ouverte à la dictature, puis l'embryon d'un « parti des travailleurs » (le PT) qui naîtra officiellement en février 1980.

Comment, après une défaite au poste de gouverneur de São Paulo et trois défaites successives aux présidentielles de 1989, 1994 et 1998 (où il arrive chaque fois deuxième), Lula réussira-t-il finalement à devenir président du Brésil le 27 octobre 2002? C'est ce cheminement peu orthodoxe mais instructif que retrace l'auteur, journaliste et documentariste d'origine belge, qui vit au Brésil depuis plus de 20 ans.

Quand on regarde le rôle grandissant du Brésil sur la scène internationale, tant sur le plan économique que politique, et l'influence qu'a déjà eue le gouvernement de Lula dans plusieurs dossiers dont ceux des accords de commerce, il est indiscutable que la présence de Lula et du PT au pouvoir revêt une importance stratégique. Certes, bien des Brésiliens sont devenus critiques du président Lula, et le PT a été récemment l'objet de scandales. Mais à travers l'histoire personnelle et politique de Lula, c'est toute la richesse et la complexité insoupçonnées d'un pays grand comme un continent, dont on ne connaît souvent que les clichés (carnaval, football, plages et inégalités extrêmes), que l'auteur nous fait découvrir. Car l'histoire et la personnalité de Lula sont pour lui inséparables de cette réalité méconnue du Brésil « d'en bas », celui du peuple aux mille visages.

Au moment où la gauche politique québécoise se donne un nouveau parti, et sans minimiser les énormes différences entre nos deux réalités, on ne peut que gagner à découvrir l'itinéraire d'un homme emblématique d'un pays avec lequel il faudra compter de plus en plus.

DOMINIQUE BOISVERT

**PIONNIÈRE DES DROITS
DES FEMMES**

Anne-Marie Sicotte

**MARIE GÉRIN-LAJOIE,
CONQUÉRANTE DE LA LIBERTÉ**

Montréal, Éditions du remue-ménage, 2005, 503 p.

Quel ouvrage intéressant que cette biographie d'une pionnière des droits des femmes! Grâce à Hélène Pelletier-Baillargeon et à Marie-Paule Malouin, on connaissait déjà Marie Gérin-Lajoie fille, fondatrice de l'Institut de Notre-Dame du Bon-Conseil. Découvrons maintenant mieux la mère.

Née à Montréal en 1867 dans la bourgeoisie canadienne-française, celle des professionnels aisés et des lettrés issus des lignées influentes du XIX^e siècle, Marie Lacoste grandit au sein d'une famille où « chose alors rare » les femmes sont considérées pour elles-mêmes. Ce fut sa très grande chance.



Dans la bibliothèque paternelle où elle est autorisée à puiser, l'adolescente étudie surtout les ouvrages de droit. Elle y découvre l'incapacité juridique totale des femmes mariées, qui la scandalise, et dont elle cherchera toute sa vie à faire restreindre l'étendue. Sa première victoire, elle l'obtient à dix-neuf ans: une fois parfaitement remplis ses devoirs d'épouse, de mère et de maîtresse d'une maison bourgeoise, elle pourra, son fiancé Henri Gérin-Lajoie le lui promet, disposer de ses loisirs personnels pour défendre la cause des droits des femmes. Le moyen pour ce faire, la jeune femme le trouve en 1891 dans l'encyclique *Rerum Novarum*. Ce qui vaut pour les ouvriers dont parle Léon XIII vaut en effet certainement aussi pour les femmes, se dit-elle: la clé de leur succès réside dans leur association.

Commence alors une vie d'action sociale qui n'aura de cesse pendant près de cinquante ans. Avec d'autres femmes, toujours avec d'autres, qu'elle anime et met en marche, Marie Gérin-Lajoie encourage la fondation d'établissements d'enseignement supérieur pour les filles. Elle revendique et justifie l'émancipation juridique des épouses, milite pour l'obtention du suffrage féminin et, bien sûr, travaille à

la création d'associations féminines ayant pour but non seulement le service aux autres mais aussi, de manière tout à fait nouvelle, la promotion des droits des femmes elles-mêmes. Elle est derrière et en même temps devant toutes les initiatives de son temps. Elle meurt en 1945.

C'est le grand mérite d'Anne-Marie Sicotte de nous brosser de manière vivante et saisissante, avec les nuances subtiles qui s'imposent, le portrait d'une femme, d'un milieu et de toute une époque. Ayant bien conscience des limites fixées à sa propre liberté d'action, Marie Gérin-Lajoie a veillé à toujours préserver la marge de manœuvre qui lui était laissée et à l'utiliser au maximum. Elle a aussi pris la mesure exacte de l'enfermement social, juridique, domestique et politique des femmes de son temps. Elle a jugé que toute action et tout propos visant à transformer le cadre culturel dominant étaient voués à l'échec; pire, qu'ils condamneraient pour longtemps les femmes au *statu quo*. Dans son for intérieur, elle évaluait que son époque n'était prête pour rien d'autre qu'un étroit élargissement de quelques droits concrets pour les femmes, mais sans jamais la moindre remise en question des principes par lesquels on justifiait alors leur infériorité sur tous les plans. C'est pourquoi cette pionnière a toujours placé son militantisme sous le patronage de l'Église et qu'elle s'est conduite en tout en fille soumise à son évêque: si toute revendication plus radicale devenait de ce fait impossible, en revanche elle obtenait ainsi la bénédiction épiscopale et même pontificale pour organiser les femmes et leur offrir des formations de niveau supérieur. Marie Gérin-Lajoie faisait confiance à l'avenir, elle semait en vue d'une récolte qu'elle préparait pour les générations suivantes: d'une patience telle qu'elle en devient une forme d'héroïsme, elle n'a jamais tenté d'obtenir tout de suite davantage pour les femmes que le minimum qu'on était prêt à leur concéder. Sous la plume d'Anne-Marie Sicotte, et grâce aux

nombreuses photos et aux documents qui agrémentent le livre, on comprend que sa grande force intérieure, qui s'est exprimée pendant des décennies tant par sa sérénité que par sa ténacité, Marie Gérin-Lajoie la puisait dans sa foi. Une foi qui lui a fait exécuter l'injustice et promouvoir toujours la fraternité entre les humains. Un beau livre!

LUCIA FERRETTI

HISTOIRE DE LA PRESSE CATHOLIQUE

Dominique Marquis

UN QUOTIDIEN POUR L'ÉGLISE.
L'ACTION CATHOLIQUE, 1910-1940
Montréal, Leméac, 2004, 224 p.

Cet essai sur le quotidien fondé en 1907 par l'archevêque de Québec, M^{gr} Louis-Nazaire Bégin, s'insère dans l'histoire de la presse du Québec au XX^e siècle. L'auteure y compare la pratique journalistique, le contenu et la publicité de *L'Action catholique* à ce que l'on retrouve dans *Le Soleil* et *La Presse*, pendant la période qui va de 1910 à 1940. Cette méthode permet de saisir la spécificité de l'expérience de ce journal, tout en nous introduisant au domaine peu connu de l'évolution de l'entreprise de presse et des pratiques journalistiques au Québec au siècle dernier.

L'auteure démontre que l'Église, qui a été l'initiatrice, la protectrice et la pourvoyeuse de *L'Action catholique* pendant plus de soixante ans, a réussi le passage d'une presse de combat et de promotion de la vérité telle que pratiquée au XIX^e siècle à une presse d'information plus centrée sur la nouvelle, le divertissement et les divers intérêts des lecteurs. Les responsables du journal s'étaient adaptés aux façons de faire de la presse nord-américaine et ils avaient investi dans les techniques appropriées. Leurs efforts allaient de pair avec le respect du caractère ca-

tholique du quotidien recherché par l'archevêque de Québec et les journalistes attachés au quotidien considéreraient leur travail comme un véritable apostolat. À la fin des années trente, le tirage dépassait celui du journal *Le Soleil*.

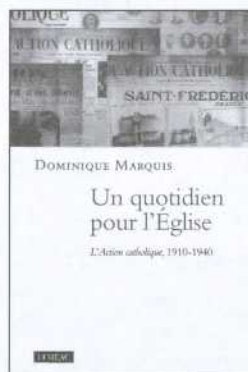
Si cette conciliation entre les pratiques de la presse d'information et l'Église permettait de proposer à de nombreux lecteurs une certaine vision « catholique » du monde, elle ne se faisait pas sans coûts économiques significatifs. Ainsi, au moment où le financement des quotidiens dépendait surtout de la publicité, le journal se privait de sources de revenu importantes en refusant d'annoncer certains produits telles les boissons alcoolisées ou certaines activités culturelles jugées osées. L'auteure rappelle les difficultés, mais aussi les conditions et les possibilités d'une presse d'information qui ne soit pas « centrée essentiellement sur des visées commerciales ». Il s'agit là du cœur de son ouvrage, qui est précédé de deux chapitres introduisant son étude comparative.

Dans le chapitre second, l'auteure rappelle la place particulière que joue *L'Action catholique* dans l'ensemble de l'œuvre de la presse catholique au Québec. « Le nombre de publications catholiques ne cesse d'augmenter et d'une cinquantaine de titres en 1910, il atteint un sommet en 1937 avec 147 titres au Québec... Durant cette période, près d'une publication périodique sur quatre au Québec est marquée du sceau du catholicisme. »

Le chapitre premier est celui qui porte le plus à controverse. On y présente un certain portrait de l'Église du XX^e siècle, passant, en quelques pages, de la description des réalités sociales de la période, aux réactions de la papauté, de certaines Églises européennes ou américaines, de l'Église du Québec et de l'Église de Québec. On y décèle le cheminement nécessaire d'une recherche doctorale. Il aurait été plus pertinent que l'auteure s'attarde à la situation de l'Église et de la ville de



Québec, où avait été fondé le quotidien étudié. Elle aurait ainsi pu mettre mieux en évidence la situation de cette ville à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, de même que les réactions ecclésiastiques qui provenaient non seulement de l'archevêque de Québec, mais de clercs et laïcs qui ont été à l'origine du projet de fondation de *L'Action catholique*. Ces derniers avaient étudié et voyagé en Europe et étaient influencés par les catholiques sociaux de France, de Belgique, de Hollande et d'Allemagne. Il est bon de se rappeler qu'il ne suffit pas qu'un pape prenne la parole pour qu'une transformation ad-



vienne dans une Église; il faut qu'il y ait des croyants engagés qui ont eux-mêmes posé leur diagnostic sur la situation de leur milieu et qui s'engagent à le transformer.

vienne dans une Église; il faut qu'il y ait des croyants engagés qui ont eux-mêmes posé leur diagnostic sur la situation de leur milieu et qui s'engagent à le transformer.

JACQUES RACINE

LE PRISME DU SEXISME

Marie-Andrée Bertrand
LES FEMMES ET LA CRIMINALITÉ
 Montréal, Athéna, 2003, 209 p.

La libération de Karla Homolka a causé beaucoup d'émotion, mais, d'ordinaire, les femmes incarcérées et celles qui sortent de prison suscitent peu d'intérêt. La criminalité féminine, moins grave et moins fréquente que celle des hommes, est perçue à travers le prisme des stéréotypes sexistes. Ces constats ressortent du récent ouvrage de Marie-Andrée Bertrand, qui présente le résultat de plusieurs années de recherche en criminologie.

Le crime n'a rien d'un fait naturel ou universel. Il est construit par les organes du pouvoir, les lois, les tribunaux. Divers écrits recensés par l'auteur montrent l'évolution du discours sur la femme délinquante. Aux XVI^e et

XVII^e siècles, elle se résume à son sexe. Elle ne peut pécher que par l'adultère, la prostitution et l'infanticide qui en résulte. L'histoire des délits sexuels est celle du double standard, car ils sont rarement reprochés aux hommes. Le XVIII^e siècle montre plus d'indulgence pour les femmes parce qu'elles agissent, croit-on, sous la contrainte ou l'influence des hommes. Selon les psychologues et les médecins du XIX^e siècle, la nature féminine est en cause: faible force physique, sexualité aberrante, capacité innée de tromper. Les conditions sociales de la criminalité ne sont prises en compte qu'au XX^e siècle, sous l'influence du marxisme et du féminisme. On découvre la discrimination qui frappe les femmes et d'autres catégories de personnes justiciables: les minorités ethniques victimes de racisme et les classes défavorisées.

L'auteure analyse la place des femmes parmi les personnes accusées, condamnées et incarcérées de 1976 à 2003, selon les statistiques canadiennes. Leur nombre et leur proportion augmentent dans ces trois catégories, bien qu'elles y demeurent minoritaires (17 % des personnes accusées en 2001). Pourtant, au cours de cette période, la criminalité a nettement diminué dans l'ensemble de la population, sous l'effet du vieillissement. Comment expliquer cet accroissement de la criminalisation des femmes et l'accélération, dans leur cas, du recours à l'emprisonnement? Nouvelles conditions de vie, visibilité plus grande de leurs comportements ou resserrement du contrôle social et pénal? L'auteure n'exclut pas l'hypothèse «d'une réaction à leur émancipation croissante» (p.184). Elles sont de plus en plus présentes dans les crimes de violence domestique et ceux-ci sont maintenant sévèrement réprimés. Toutefois, leur criminalité principale est depuis toujours le vol dans les établissements de commerce, qui s'accompagne rarement de violence. On observe d'ailleurs une certaine mansuétude des tribunaux à l'endroit des femmes, condamnées moins souvent que les hommes à l'amende ou l'emprison-

nement et davantage à la probation. Par contre, la proportion des condamnées soumises à des peines très sévères a augmenté. Le pourcentage des femmes admises en détention a même doublé depuis trente ans. Une tendance alarmante, selon l'auteure.

Au cours des années 1990, elle a réalisé une importante recherche sur les prisons pour femmes, observant sur les lieux 26 centres de détention, en Amérique du Nord et en Europe. Les problèmes apparaissent partout semblables. Les détenues, trop peu nombreuses, sont regroupées dans un seul établissement, au centre du pays, loin de leur milieu habituel. Les mesures de sécurité et de contrôle, conçues pour des hommes, s'avèrent inutiles pour 90 % des femmes. Celles-ci, au contraire des détenus masculins, ne bénéficient pas des régimes progressifs de sécurité permettant de transiter vers la sortie. Elles n'ont pas accès aux études postsecondaires et leurs programmes de formation et de travail se résument aux anciennes occupations féminines.

Au Canada, les nouveaux pénitenciers régionaux – construits après l'émeute de Kingston – sont un échec. Leur projet avant-gardiste de promouvoir la responsabilité et l'autonomie des femmes crée des formules de gestion «plus insidieusement contrôlantes que les précédentes» (p.171). Les programmes thérapeutiques les incitent à se définir comme des malades. L'auteure soutient qu'un grand nombre d'entre elles devraient être libérées et réorientées vers des services adéquats. Celles qui souffrent de handicaps physiques ou mentaux. Celles qui sont des exclues et non des criminelles, notamment les Amérindiennes qui représentent 2 % des Canadiennes mais 25 % des femmes détenues dans nos prisons.

NICOLE LAURIN

Prochain numéro

Le numéro de mai de la revue *Relations* sera disponible en kiosques et librairies dès la troisième semaine d'avril. Il comprendra notamment :

- un dossier sur la publicité : les effets de la publicité sur nos rapports sociaux et notre culture, les rouages de cette industrie, la récupération de la créativité artistique à des fins publicitaires, le sexisme, la réglementation et les actions d'opposition à sa présence envahissante;
- une controverse portant sur le communautarisme;
- une analyse de la situation sociale et politique en Bulgarie;
- un regard sur le développement des régions;
- la suite de la chronique littéraire de Pascale Quiviger;
- les œuvres de nos artistes invités : le collectif Les Déclencheurs.



Recevez par courriel, peu avant sa parution, le sommaire détaillé du numéro en vous inscrivant à la liste d'envoi. Pour ce faire, écrivez votre adresse au lieu indiqué sur la page d'accueil de notre site Internet : www.revuerelements.qc.ca

Relations

société politique religion

8 NUMÉROS PAR ANNÉE, 44 PAGES

4,95 \$ PLUS TAXES

ABONNEZ-VOUS...

Un an : 35 \$ Deux ans : 65 \$

À l'étranger (un an) : 45 \$

Étudiant : 25 \$ (sur justificatif)

Abonnement de soutien : 100 \$

par téléphone : (514) 387-2541

par télécopieur : (514) 387-0206

par courriel : relations@cjf.qc.ca

par la poste :

Relations

Ginette Thibault

25, rue Jarry Ouest

Montréal (Québec)

H2P 1S6

Oui, je désire un abonnement de _____ an(s), au montant de _____ \$

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____ TÉLÉPHONE (_____) _____

Je désire également envoyer un abonnement de _____ an(s), au montant de _____ \$ à la personne suivante :

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____ TÉLÉPHONE (_____) _____

Montant total : _____ \$ Je paie par chèque (à l'ordre de *Relations*)
ou par Visa

NUMÉRO DE LA CARTE _____

EXPIRATION _____ SIGNATURE _____

L'affirmation religieuse menace-t-elle l'égalité des sexes?

Diversité de **foi**
Égalité de **droits**

Un colloque du Conseil
du statut de la femme

23 et **24** mars 2006

Hilton Bonaventure
900, rue de la Gauchetière Ouest
Montréal

Pour information :

www.csf.gouv.qc.ca

1-800-463-2851, poste 235

Conseil du statut
de la femme

Québec 